

Faux appel à une grève illimitée

Qui veut jeter de l'huile sur le feu ?

PAGE 3



L'Union générale des travailleurs algériens se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires contre toute personne impliquée dans la rédaction, la diffusion ou la promotion de ce document falsifié.



L'ÉCHO DES RÉSEAUX SOCIAUX

Hommage à un officier russe

PAGE 15



CRÉSUS

QUOTIDIEN

www.cresus.dz

In medio stat virtus

L'Europe sous pression énergétique

L'Algérie au cœur du jeu

PAGE 7



Parrainages électoraux
L'Anie répond aux critiques
des partis politiques

PAGE 4



Pathologies cardio-rénales
Améliorer le parcours
de soins du patient

PAGE 5

Coupe de la Confédération
Le CRB éliminé

PAGE 13



À PEINE ROUVERT, LE DÉTROT D'ORMUZ FERMÉ

Le bras de fer

PAGE 2



Les déclarations contradictoires des responsables iraniens et américains amplifient la confusion, tandis que les tensions militaires et diplomatiques entre les deux pays deviennent de plus en plus complexes.

Contribution

Secteur de l'hydraulique

Une autorité de régulation, une urgence impérieuse

PAGE 6

À PEINE ROUVERT, LE DÉTROI D'ORMUZ FERMÉ Le bras de fer !

Les déclarations contradictoires des responsables iraniens et américains amplifient la confusion, tandis que les tensions militaires et diplomatiques entre les deux pays deviennent de plus en plus complexes.

Un climat de confusion et de tension a envahi, hier, les voies maritimes vitales, notamment le détroit d'Ormuz, l'une des routes énergétiques les plus stratégiques au monde. Tandis que les déclarations contradictoires de responsables iraniens et américains continuent de semer le trouble, les pressions militaires et diplomatiques entre les deux puissances prennent une tournure de plus en plus complexe, rappelant le jeu de poker menteur dans lequel chaque acteur cherche à lire les intentions de l'autre, tout en cachant ses propres cartes.

DES DÉCLARATIONS CONTRADICTOIRES

Le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi, a d'abord affirmé que le détroit d'Ormuz était «complètement ouvert» aux navires commerciaux pendant la période de cessez-le-feu, sous la supervision de l'organisation iranienne des ports et de la navigation maritime. Pourtant, ces déclarations ont été immédiatement suivies par celles d'Ibrahim Zolfaghari, porte-parole des gardiens de la révolution iranienne, qui a insisté sur le «droit souverain» de l'Iran à protéger ses intérêts dans le détroit, précisant que cette trêve n'était qu'une solution temporaire. Ce n'est pas la première fois que Téhéran joue sur cette ambiguïté, évoquant des «trêves» tout en conservant une forte présence militaire sur le terrain. Une «carte maîtresse» que Téhéran agite contre Trump qui a notamment décidé de maintenir son blocus. Du côté américain, le président Donald Trump a salué l'ouverture temporaire du détroit, tout en affirmant que la levée complète des sanctions imposées aux ports et aux navires iraniens ne se produira que lorsque l'Iran aura accepté un accord global sur le programme nucléaire. Dans ce contexte, les déclarations de Trump et de



ses conseillers prennent des allures de bluff : ils affirment être ouverts à la négociation tout en annonçant que le «blocus» restera en place tant que l'Iran ne se soumet pas aux exigences américaines. Ce bras de fer entre Washington et Téhéran ressemble à une partie de poker menteur, où chaque acteur cherche à tester les limites de l'autre sans réellement montrer son jeu. Les Etats-Unis, de manière stratégique, renforcent leur position en multipliant les sanctions et en plaçant la pression militaire sur le détroit, tandis que l'Iran, tout en parlant de «paix» et de «cessation des hostilités», conserve des réserves sur son droit à l'escalade.

L'IRAN RÉINTRODUIT DES RESTRICTIONS

Quelques heures après l'annonce de l'ouverture partielle du détroit, l'Iran a réintroduit des restrictions sévères, affirmant que le contrôle du détroit d'Ormuz était désormais «renforcé». Téhéran a accusé les Etats-Unis de «piraterie maritime» et d'avoir violé les accords précédents. «Téhéran avait accepté de bonne foi d'autoriser le passage d'un nombre limité de pétroliers et de navires com-

merciaux», mais les Américains, violant leur engagement, «continuent de se livrer à des actes de piraterie sous couvert du soi-disant blocus», a dénoncé le commandement des forces armées iraniennes. «Pour cette raison», la situation est revenue «à son état antérieur, et ce passage stratégique est désormais placé sous le contrôle strict de l'Iran», a-t-il ajouté. Ce revirement rapide peut être perçu comme un nouvel élément de ce jeu stratégique : Téhéran cherche à maintenir la pression sur les Etats-Unis, tout en gardant un certain flou sur ses véritables intentions. Il s'agit d'une manœuvre typique dans une partie de poker où chaque joueur, tout en affichant une apparente ouverture à la négociation, cherche à tirer profit des tensions pour renforcer sa position.

LA MONTÉE DES ENJEUX

Dans une escalade préoccupante, des rapports ont indiqué que deux navires commerciaux avaient été attaqués par des tirs dans le détroit d'Ormuz. L'autorité britannique des opérations commerciales maritimes a confirmé l'incident, précisant que des «vedettes armées appartenant aux gardiens de la révolu-

tion iranienne» avaient ouvert le feu sans avertissement préalable.

UNE PARTIE À REPRENDRE À ISLAMABAD

Les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran doivent reprendre demain à Islamabad. La première session de 21 heures a échoué à faire avancer les discussions, malgré la rareté d'une telle rencontre après des décennies de rupture diplomatique. Les divergences restent profondes, notamment sur le programme nucléaire iranien, avec les Etats-Unis qui exigent le transfert des stocks d'uranium enrichi à l'étranger, une condition que Téhéran a fermement rejetée. En attendant, les entreprises maritimes restent sur leurs gardes, modifiant leurs routes pour éviter les zones de tension, tandis que les marchés pétroliers montrent une volatilité importante, influencée par ces développements.

Le détroit d'Ormuz, ainsi que l'ensemble de la crise entre Washington et Téhéran, ressemble à une partie de poker menteur où chaque mouvement est calculé pour tester la résistance de l'adversaire. D'un côté, l'Iran utilise la menace de fermer le détroit pour faire pression, tandis que les Etats-Unis, tout en imposant des sanctions, affichent une volonté de négocier, mais sous des conditions strictes. La situation reste extrêmement instable et le moindre faux pas pourrait entraîner une escalade majeure. Tandis que chaque acteur semble être en train de manipuler son jeu pour obtenir l'avantage, le monde entier suit attentivement cette partie de poker, où l'enjeu est bien plus qu'un simple bluff : la stabilité énergétique mondiale et la sécurité du commerce maritime mondial.

La question demeure : cette nouvelle partie mènera-t-elle à une négociation sincère, ou à un nouvel affrontement militaire dans l'un des points les plus stratégiques du monde ? **Assia Mekhennef**

SITUATION AU MOYEN-ORIENT

L'Algérie soutient la diplomatie pakistanaise

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, et son homologue pakistanais, Muhammad Ishaq Dar, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la République islamique du Pakistan, ont eu des entretiens, en marge du Forum diplomatique d'Antalya, en Turquie. Les discussions ont permis d'aborder plusieurs questions clés, notamment la consolidation des relations bilatérales entre l'Algérie et le Pakistan, qui partagent des valeurs communes de non-alignement, de souveraineté nationale et de coopération internationale. Attaf et Dar ont exprimé leur volonté d'intensifier ces liens et de les porter à un niveau supérieur, dans le respect des principes de paix et de sécurité mondiale. Les relations entre l'Algérie et le Pakistan sont marquées par une coopération de longue date. Attaf a salué le rôle constructif du Pakistan dans les forums multilatéraux, en particulier concernant la diplomatie de paix et la résolution des conflits. La rencontre a également permis à Attaf de recevoir une invitation officielle pour une visite d'État à Islamabad, marquant ainsi l'engagement



des deux pays à approfondir leur coopération dans des domaines variés, notamment le commerce, la culture et la lutte contre le terrorisme. Un des points clés des discussions a porté sur la situation au Moyen-Orient et dans la région du Golfe. Les deux ministres ont évoqué l'implication du Pakistan dans les négociations de cessez-le-feu entre les belligérants de ces zones de conflit. Ses efforts ont permis

d'organiser des pourparlers entre l'Iran et les USA visant à réduire les tensions et à instaurer des périodes de calme entre les parties en conflit.

RENFORCER LES MÉCANISMES DE MÉDIATION

Attaf a salué ces initiatives et exprimé son soutien à la diplomatie pakistanaise, soulignant l'importance de continuer à favoriser le dialogue pour parvenir à une solution durable aux conflits du Moyen-Orient. Les deux diplomates ont convenu de l'importance d'une approche collective et inclusive pour assurer la stabilité à long terme dans la région. L'Algérie, avec son expérience dans la résolution des conflits en Afrique et au Moyen-Orient, s'est toujours engagée en faveur de la diplomatie préventive et de la médiation. Le pays a joué un rôle clé dans la gestion des crises en Libye et au Mali, facilitant des négociations de paix cruciales. Dans ce contexte, Attaf a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à travailler en partenariat avec des pays comme le Pakistan pour renforcer les mécanismes de médiation, en mettant l'accent sur la nécessité d'éviter l'escalade des conflits et de privilégier des solutions

pacifiques. L'Algérie continue de défendre l'importance de la sécurité collective, notamment au sein de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, qu'elle soutient activement pour résoudre les crises régionales. Attaf a insisté sur le fait que la coopération internationale, en particulier entre pays ayant une position de neutralité et de respect des droits des peuples, est importante pour établir une paix durable. En conclusion, la rencontre entre Ahmed Attaf et Muhammad Ishaq Dar a permis de poser les bases d'un partenariat renforcé entre l'Algérie et le Pakistan, avec un accent particulier sur la diplomatie de paix. Les deux pays ont réaffirmé leur engagement à travailler ensemble pour résoudre les crises internationales et promouvoir une stabilité durable dans les régions sensibles du Moyen-Orient et du Golfe. Cette coopération stratégique entre l'Algérie et le Pakistan reflète l'importance croissante des pays du Sud dans la gestion des affaires internationales et souligne la nécessité de renforcer les mécanismes multilatéraux pour résoudre les conflits de manière pacifique et constructive.

A. M.

FAUX APPEL À UNE GRÈVE ILLIMITÉE Qui veut jeter de l'huile sur le feu ?

L'Union générale des travailleurs algériens se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires contre toute personne impliquée dans la rédaction, la diffusion ou la promotion de ce document falsifié.

À qui profite le crime ? L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a catégoriquement démenti, hier, la diffusion sur certains médias et réseaux sociaux d'un faux message attribué à tort au secrétaire général de l'organisation syndicale, Amar Takdjout. Ce message appelait à une grève nationale illimitée le lundi 20 avril 2026 en faveur de la catégorie des corps communs.

Dans un communiqué publié sur sa page facebook, la centrale syndicale a rejeté l'authenticité de ce document, affirmant qu'il est totalement faux et sans aucun lien avec ses positions ou ses structures officielles. Elle souligne qu'il ne reflète ni ses positions ni ses instances organisationnelles et qu'il constitue une tentative de tromper l'opinion publique et de semer la confusion parmi les travailleurs et les syndicalistes.

UNE TENTATIVE DE DÉSTABILISATION DÉNONCÉE

Dans ce contexte, l'Union générale des travailleurs algériens a fermement dénoncé ce qu'elle qualifie d'«acte grave», estimant qu'il vise à porter atteinte à la crédibilité de cette organisation syndicale historique et à saper la confiance dans ses structures. Le communiqué précise également que toutes les positions officielles de l'Union sont publiées exclusivement à travers ses canaux et instances légitimes, conformément aux cadres juridiques et organisationnels en vigueur, et non par le biais de messages anonymes ou non fiables.



POURSUITES JUDICIAIRES ANNONCÉES

À cet égard, l'Union a annoncé l'ouverture immédiate de procédures judiciaires contre toute personne impliquée dans la préparation, la diffusion ou la publication de ce faux message. Elle affirme se réserver le droit de saisir les autorités judiciaires compétentes afin de sanctionner les responsables conformément aux lois en vigueur, dans le but de préserver la crédibilité de l'organisation et de protéger les droits des travailleurs.

Enfin, l'Union générale des travailleurs algériens appelle l'ensemble des travailleurs et syndicalistes à la vigilance et à

la prudence, à ne pas se laisser influencer par les rumeurs et à se référer uniquement aux communiqués officiels émis par l'Union. Elle réaffirme son engagement à défendre les droits des travailleurs dans le cadre de la loi et du dialogue responsable, loin de toute forme de désinformation et de pratiques illégales.

APPEL À LA VIGILANCE DES TRAVAILLEURS

De son côté, Amar Takdjout a affirmé que ces allégations «ne correspondent en rien à la réalité» et s'inscrivent dans des tentatives de perturbation de l'action syndicale. S'exprimant à l'occasion du premier

congrès national de la Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, il a indiqué qu'une grève générale ne se décrète pas par un simple message viral. Le recours à une grève générale obéit à un processus rigoureux et à des étapes bien définies : consultation de la base des travailleurs, tenue de réunions, explication de la position à l'opinion publique, avant toute prise de décision officielle. Il a insisté sur le fait que sa méthodologie de travail repose sur la clarté et la transparence, affirmant assumer pleinement ses déclarations et exprimer ses positions publiquement, sans se cacher derrière des communiqués anonymes ou des intermédiaires.

DES ENJEUX SOUS-JACENTS

En réponse à ces fake-news, il réitère son attachement au dialogue, estimant qu'une escalade non réfléchie ne sert ni les intérêts des travailleurs ni la stabilité des institutions. La question demeure : à qui profite le crime ? Ce n'est pas la première fois que de telles fausses informations circulent. Le mode opératoire est souvent le même : lancer une rumeur et attendre qu'elle enflamme l'opinion. Ce type de manipulation peut servir plusieurs objectifs : déstabiliser une organisation syndicale, tester ou provoquer une mobilisation sociale, semer la méfiance entre travailleurs et institutions, ou simplement générer du chaos informationnel pour capter l'attention.

À cet égard, la réaction rapide de l'UGTA montre qu'il existe un enjeu réel derrière ce type de rumeur. **Smail Rouha**

HAUSSE DES PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES

Un déséquilibre entre l'offre et la distribution

Depuis quelques jours, le marché des fruits et légumes est en surchauffe. Les prix ne sont plus en adéquation avec la réalité du terrain. Pourtant, l'offre est abondante. Un exemple parmi tant d'autres : la tomate. Ce produit est en surplus, puisque le gouvernement a même récemment exporté d'importantes quantités. Or, il a connu l'une des hausses les plus spectaculaires. De 50 DA le kilo, il est passé à 300 DA peu après l'annonce de son importation.

La carotte, également vendue habituellement à un prix abordable, dépasse désormais les 150 DA le kilo. La hausse la plus vertigineuse concerne l'ail, qui a atteint 1 200 DA dans certains marchés. En plus des légumes, les prix de certains fruits ont également flambé.

Le prix de la pomme a dépassé les 1 000 DA, alors qu'il est habituellement plafonné à environ 400 DA le kilo. Tous les autres produits agricoles se vendent à partir de 200 DA le kilo.

LES INTERMÉDIAIRES POINTÉS DU DOIGT

Cette situation est, selon de nombreux observateurs, causée par la multiplication des intermédiaires, qui renchérissent le produit parfois trois à quatre fois par rapport à son prix initial.

D'autres soulignent que les agriculteurs sont contraints de vendre leur production tôt le matin à un premier intermédiaire, qui la revend ensuite à un deuxième, voire à un troisième, avant qu'elle n'atteigne le détaillant. Ainsi, les produits traversent souvent plus de trois circuits de distribution, ce qui entraîne une inflation rapide des prix, directement répercutée sur le consommateur final.



APPEL DES CITOYENS AU BOYCOTT DES ACHATS

Face à cette inquiétante désorganisation du marché, des citoyens ont appelé, via les réseaux sociaux, à un boycott de trois jours des marchés des fruits et légumes. Prenant cet appel au sérieux, l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) est sortie de sa réserve et a appelé les citoyens à «ne pas se laisser entraîner par les rumeurs et les informations erronées diffusées par certaines pages». Elle a affirmé que la hausse récente des prix de certains légumes «est conjoncturelle et saisonnière», indiquant que la situation «reviendra progressivement à la normale dans les prochains jours», sans, toutefois, publier de communiqué explicatif détaillé à l'adresse de l'opinion publique. L'UGCAA a précisé que cette hausse limitée

a concerné certains produits tels que la tomate, la carotte et l'ail. Selon l'organisation, cette augmentation serait liée à des facteurs climatiques et aux cycles de production, ainsi qu'à une baisse de l'offre par rapport à la demande. Elle ajoute que ces variations sont naturelles et observées sur différents marchés dans le monde, soulignant que la situation de l'approvisionnement et des prix sur le marché national reste globalement normale et stable.

VERS UN RETOUR PROGRESSIF À LA NORMALE

L'Union a également adressé un message rassurant aux citoyens, expliquant que l'amélioration des conditions climatiques et l'arrivée de nouvelles productions agricoles dans les prochains jours permettront, à court terme, d'améliorer l'approvisionne-

ment et de rétablir l'équilibre, avec une baisse progressive des prix, selon les indicateurs actuels sur le terrain.

Par ailleurs, l'Union a souligné que la majorité des autres produits de consommation (légumes, fruits et denrées alimentaires de base) sont disponibles en quantités suffisantes, à des prix raisonnables, et régulièrement présents sur les étals des commerces conformément aux prix réglementés en vigueur.

Le communiqué indique que ces fluctuations conjoncturelles restent naturelles et temporaires et ne peuvent être dissociées des transformations économiques et sociales mondiales, ainsi que des évolutions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, et de leurs répercussions directes et indirectes sur les chaînes d'approvisionnement et les marchés internationaux.

L'Union affirme que le travail se poursuit de manière coordonnée avec les autorités publiques, notamment le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, ainsi qu'avec les différentes instances concernées, afin de garantir la disponibilité des produits, d'assurer un approvisionnement régulier et de maintenir la stabilité des prix sur l'ensemble du territoire national.

Face à cette situation, les pouvoirs publics ont réagi. La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a réaffirmé, lors d'une récente réunion avec les représentants des grossistes, la nécessité de «réorganiser cette filière stratégique» dans une approche participative visant à améliorer le fonctionnement du marché et à garantir un approvisionnement régulier.

H. Adryen

PARRAINAGES ÉLECTORAUX

L'Anie répond aux critiques des partis politiques

Contestée par plusieurs partis, l'opération de retrait des formulaires de signatures individuelles pour les législatives du 2 juillet prochain a fait l'objet de clarifications de la part de l'Anie.

Dans le cadre des préparatifs des élections des membres de l'Assemblée populaire nationale, prévues pour le 2 juillet 2026, l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a publié, hier, un communiqué explicatif concernant les formulaires de signature individuelle. Cette mise au point intervient après la remontée de «plusieurs remarques» émanant de certains partis politiques souhaitant constituer des listes de candidats, notamment sur les modalités de retrait et de validation des formulaires. L'Autorité a tenu à rassurer en affirmant que l'opération de retrait des formulaires via la plateforme numérique se déroule normalement sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les nouvelles wilayas. Cette procédure s'effectue au niveau des sièges des coordinateurs locaux, dans des conditions jugées satis-



faisantes. Elle précise également que les formulaires sont disponibles en quantités suffisantes. Les listes de candidats peuvent ainsi obtenir des copies supplémentaires en cas de besoin, grâce à un suivi quotidien et en temps réel assuré via la plateforme

numérique dédiée. Concernant la certification des signatures, l'Anie indique que les électeurs peuvent faire authentifier leurs signatures auprès de plusieurs autorités habilitées. Il s'agit notamment du secrétaire général de la commune, de l'officier de l'état civil, du notai-

re, de l'huissier de justice, du traducteur officiel, ainsi que des responsables des centres diplomatiques ou consulaires, ou de tout agent dûment mandaté au sein de ces structures. En conclusion, l'Autorité nationale indépendante des élections appelle l'ensemble

des acteurs impliqués dans le processus électoral à veiller à son bon déroulement. Elle insiste sur la nécessité de corriger toute insuffisance ou dysfonctionnement signalé, afin de garantir l'organisation d'un scrutin transparent et intègre. Cette sortie médiatique laisse, néanmoins, les partis politiques sur leur faim. En effet, dans leurs réclamations, les formations politiques avaient dénoncé des irrégularités lors de la collecte des parrainages, pointant du doigt une «série de dysfonctionnements administratifs», qui menacent, selon elles, sérieusement le bon déroulement du processus électoral. D'autres partis estiment que «dans de nombreuses wilayas du pays, l'opération de validation et de légalisation des parrainages n'a toujours pas débuté, ou se heurte à des obstacles administratifs multiples, injustifiés et manifestement organisés».

I.Khermane

FRONT DE L'ALGÉRIE NOUVELLE

Djamel Benabdeslam reconduit

Djamel Benabdeslam a été réélu, hier, à Alger, président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN) pour un nouveau mandat.

Ceci est intervenu lors des travaux du 3e congrès du parti, tenu sous le slogan «L'Algérie nouvelle : l'espoir du peuple et l'enjeu de l'Etat», en présence de plus de 600 délégués venus des différentes wilayas du pays.

A cette occasion, il a souligné l'importance de la phase à venir, qui, selon lui, exige «une bonne préparation pour s'engager dans les élections législatives prévues le 2 juillet prochain, étant donné qu'elles constituent une étape cruciale pour consolider le processus des réformes politiques et juridiques entreprises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune». Par ailleurs, le président du parti a salué «le dialogue politique sérieux instauré par le président de la République avec toutes les parties prenantes, notamment les partis politiques, en particulier lors de l'élaboration de la loi sur les partis politiques et la loi relative au régime électoral, afin de renforcer la pratique démocratique et de consacrer la prise de décision participative».

En outre, Djamel Benabdeslam a salué les efforts déployés par l'Etat pour promouvoir l'économie nationale, notamment en diversifiant les recettes du pays hors hydrocarbures.

ABDELKRIM BENMBAREK, SG DU FLN, À PROPOS DES ÉLECTIONS

«Aucune exclusion ni marginalisation»

Le secrétaire général du Front de libération nationale, Abdelkrim Benmbarek, a réaffirmé la pleine mobilisation de sa formation politique en vue des prochaines échéances électorales.

Dans son allocution lors d'un rassemblement populaire tenu hier à Sétif, le responsable politique a insisté sur l'état de préparation avancé du FLN, affirmant que le parti aborde ces rendez-vous électoraux «avec confiance et disponibilité», dans un esprit de responsabilité et de discipline. Il a souligné que les préparatifs ont été engagés de manière

«sérieuse et organisée», reposant sur une vision claire et des mécanismes précis.

DES LISTES BASÉES SUR LA COMPÉTENCE

Le secrétaire général a également détaillé les critères de sélection des futures listes électorales, qui devront refléter «la compétence, l'intégrité et l'engagement». Il a précisé que ces listes incluront des profils variés, issus notamment de la jeunesse, des femmes, ainsi que des élites scientifiques et professionnelles, tout en étant accompagnées d'un programme électo-

ral «ambitieux et réalisable».

Sur le plan de la campagne, le FLN entend adopter une approche moderne, basée sur un discours structuré, un contact direct avec les citoyens et une utilisation professionnelle des médias et des réseaux sociaux. Cette stratégie vise à renforcer la présence du parti sur le terrain et dans le débat public.

DISCIPLINE ET ORGANISATION INTERNE

Abordant la question de l'organisation interne, Abdelkrim Benmbarek a insisté sur l'importance d'une structuration solide, qu'il considère comme une condition essentielle de l'efficacité politique. Selon lui, le militant ne doit pas se limiter à une simple adhésion formelle, mais incarner un engagement constant au service de la nation, en défendant les intérêts des citoyens et en luttant contre toutes les formes de corruption et de dérives.

Il a ajouté que cette structuration ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen d'assurer discipline, efficacité et impact positif dans la société, loin de toute improvisation ou opportunisme.

Par ailleurs, le secrétaire

général a réitéré son engagement à garantir l'égalité des chances pour tous les militants souhaitant se porter candidats, affirmant qu'«aucune exclusion ni marginalisation» ne sera tolérée. Les critères de sélection reposeront, a-t-il précisé, sur la compétence, la probité, l'adhésion populaire et le respect des valeurs du parti.

ABDELKRIM BENMBAREK A RENOUVELÉ L'ENGAGEMENT DE SA FORMATION À POURSUIVRE

«la dynamique de construction nationale», notamment à travers le renforcement de sa présence sur le terrain et l'écoute attentive des préoccupations des citoyens. Il a conclu en rappelant l'ancrage historique du Front de libération nationale dans la société algérienne, estimant que ceux qui parient sur son déclin «se trompent», grâce à l'attachement des citoyens aux principes de Novembre et à la fidélité des militants.

CONTINUITÉ POLITIQUE ET ENJEUX ÉLECTORAUX

Pour rappel, le secrétaire général du FLN avait déjà souligné la pleine préparation de son

parti en vue des élections législatives prévues le 2 juillet prochain.

S'exprimant lors d'un rassemblement populaire à Ksar Chellala, il avait affirmé que le FLN est «en état de préparation totale» pour ce rendez-vous électoral, précisant que le parti a engagé «un travail sérieux et structuré, basé sur une vision claire et des mécanismes précis». Au-delà de l'enjeu électoral, Abdelkrim Benmbarek avait insisté sur la dimension politique et morale de cette participation, affirmant que le FLN «ne participe pas aux élections uniquement pour gagner, mais pour être à la hauteur de la confiance du citoyen algérien». Il avait également considéré que son parti demeure «un garant de la stabilité et de la souveraineté du pays».

Enfin, il a rappelé que la pratique politique au sein du FLN repose sur une conception fondée sur la responsabilité, le service de l'intérêt général et l'attachement aux valeurs de la Révolution, telles que l'intégrité, le sacrifice, la discipline et l'unité nationale, qu'il a présentés comme des piliers essentiels pour préserver et consolider l'État algérien.

I.K.

CRÉBUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION

SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION

SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF

ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz

Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PATHOLOGIES CARDIO-RÉNALES

Améliorer le parcours de soins du patient

Les traitements administrés à temps retardent de manière significative les complications.

En Algérie, les maladies cardiovasculaires et rénales représentent un problème de santé publique majeur, souvent liées entre elles par des facteurs de risque communs. L'insuffisance cardiaque et l'insuffisance rénale prévalent, en effet, par une interaction physiopathologique bidirectionnelle, désignée sous le terme de syndrome cardio-rénal.

Il existe, néanmoins, des traitements qui retardent de manière significative les complications. Cette thématique a été au cœur d'une conférence organisée, hier, à l'hôtel AZ, à Vieux Kouba (Alger). Cette conférence, placée sous le thème «cœur protégé, dialyse retardée, les traitements font la différence» et parrainée par l'Association des laboratoires d'analyses médicales, la Société algérienne de cardiologie et la Société algérienne de médecine générale, a rassemblé un grand panel de praticiens spécialisés en cardiologie, néphrologie et médecine interne. Intervenant à la conférence, le professeur Mohamed Chettibi, chef du service cardiologie du CHU Issaâd-Hassani de Béni Messous (Alger), a indiqué qu'entre 1 et 3% de la population algérienne est concernée par cette pathologie. Le praticien a précisé que les femmes souffrent plus d'hypertension et de troubles cérébrovasculaires, tandis que les hommes sont davantage exposés aux infarctus du myocarde et à certaines pathologies cardiaques ischémiques. Le système de soins national est, certes, performant, selon Mohamed Chettibi, l'Algérie dispose de 600 hôpitaux généraux et plus de 110 000 médecins répartis entre public et privé, reste que de son point de vue, les chiffres liés à cette pathologie sont alarmants. Et pour cause, il y a des carences



dans le parcours de soins du patient et des efforts restent à faire, a-t-il ajouté. Le professeur est catégorique. Il existe des alternatives pour le diagnostic et le traitement. Les principaux traitements de l'insuffisance cardiaque sont disponibles en Algérie, assure le Pr Chettibi.

Il a estimé, néanmoins, primordial «d'intensifier les efforts pour optimiser le parcours de soins des patients, surtout durant la période qui suit leur première admission à l'hôpital».

L'IMPORTANCE DU GÉNÉRALISTE

Dans ce parcours de soins, Mohamed Chettibi a estimé que le médecin généraliste devrait être au centre. Ce qui, selon lui, devra faire diminuer le nombre de malades qui arrivent à un stade avancé de la maladie. Il a également insisté sur les moyens de diagnostic d'autant qu'aujourd'hui, les

laboratoires d'analyses sont de plus en plus performants. Par ailleurs, les traitements administrés à temps retardent de manière significative les complications de l'insuffisance cardiaque, notamment la détérioration de la fonction rénale.

L'HÉMODIALYSE, L'ÉCHEC DE LA MÉDECINE

Le professeur Farid Haddoum, chef du service néphrologie et hémodialyse au CHU Mustapha-Pacha (Alger), a indiqué que sur 42 500 insuffisants rénaux, 3 500 ont reçu une greffe, 1 000 sont soignés en dialyse péritonéale et 38 000 sont en hémodialyse. «L'hémodialyse chronique est l'échec de la médecine», a affirmé le Pr Farid Haddoum, surtout, a-t-il ajouté, que des médicaments inhibiteurs qui sont disponibles en Algérie protègent. Le professeur s'est dit convaincu qu'avec cette approche, on pourra aller vers la fermeture des centres de dialyse

chronique. Il a, par ailleurs, précisé qu'économiquement, cette approche est plus que bénéfique. Selon lui, ces traitements coûtent entre 35 000 et 70 000 DA par patient par an alors que la dépense de l'hémodialyse vaut 2 millions de dinars par patient par an.

PRÉVENIR ET ANTICIPER

Dans son intervention, le Pr Zoubir Sari, spécialiste en médecine interne, a indiqué qu'il est temps qu'on sorte «d'une médecine en silos pour une approche coordonnée sur les fondamentaux de la santé» qui soit préventive et anticipative. Il a évoqué la prévention primaire qui consiste à maintenir la personne le plus longtemps en bonne santé et la prévention secondaire et tertiaire qui, pour sa part, vise à améliorer le pronostic et la qualité de vie des patients en intervenant plutôt et de manière globale.

S. Smati

RÉUNION DU COMITÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL L'Algérie plaide pour une gouvernance solide

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Mohamed Lamine Lebbou, a souligné, à Washington, lors de la 53e réunion du Comité monétaire et financier international, l'importance pour les politiques financières de renforcer les cadres réglementaires et prudentiels, de suivre de près les risques émergents, tout en œuvrant à la stabilité des prix, relevant qu'une gouvernance internationale solide est essentielle au bon fonctionnement de l'économie mondiale. Dans une déclaration prononcée au nom de l'Algérie, le Ghana, la République islamique d'Iran, la Libye, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie, Lebbou a noté lors de cette rencontre (16-7 avril) qu'«une gouvernance internationale solide demeure essentielle au bon fonctionnement de l'économie mondiale. Des cadres multilatéraux efficaces peuvent contribuer à réduire la fréquence et la gravité des chocs en facilitant des ajustements de politiques coordonnés et ordonnés». Il a précisé que dans le sillage de l'incertitude qui caractérise l'économie mondiale suite à la situation au Moyen-Orient, «la politique monétaire doit demeurer résolument axée sur la stabilité des prix. Un renforcement de la flexibilité du taux de change peut aider les économies à absorber les chocs, en particulier dans les pays importateurs de produits alimentaires et d'énergie confrontés à des pressions sur la balance des paiements». Quant aux politiques budgétaires, elles doivent viser à renforcer les politiques monétaires, «tout en continuant de protéger les



ménages vulnérables, en particulier à mesure que la hausse des prix alimentaires accroît les risques d'insécurité alimentaire et de pauvreté».

PERSPECTIVES DE CROISSANCE INCERTAINES

Dans le même temps, les mesures doivent s'inscrire fermement dans des cadres budgétaires crédibles à moyen terme et faire l'objet d'une communication claire afin de préserver la crédibilité de l'action publique. Lorsque des recettes additionnelles existent, elles devraient être utilisées pour reconstituer des marges de manœuvre budgétaires. S'agissant des répercussions de la situation au Moyen-Orient, Lebbou a noté que les résultats de croissance devraient demeurer très contrastés selon les pays, reflétant des différences dans l'importance relative des

canaux de transmission et dans les caractéristiques structurelles sous-jacentes. Cette divergence est susceptible de s'accroître dans les économies présentant des vulnérabilités budgétaires et extérieures préexistantes. Il a ajouté dans ce contexte que les perspectives de croissance mondiale demeurent extrêmement incertaines, en raison de cette escalade, affirmant que les retombées comprennent notamment les chaînes d'approvisionnement mondiales et les marchés financiers, en plus des marchés traditionnels de l'énergie et que la croissance mondiale devrait s'affaiblir davantage, tandis que les pressions inflationnistes se renforcent.

LES ÉCONOMIES FRAGILES

Soulignant le rôle de l'Algérie dans le soutien du marché de l'énergie en augmentant ses exportations de gaz naturel vers l'Union européenne, le gouverneur a relevé que certaines économies ont subi de lourds dommages, en particulier les infrastructures énergétiques. Ces pertes l'emportent de loin sur les éventuels gains liés à la hausse des prix de l'énergie, en particulier compte tenu des effets des sanctions qui restreignent l'accès au commerce international et aux marchés financiers. Par contre, les économies importatrices d'énergie subissent des effets défavorables à travers l'alourdissement de leur facture d'importation, ce qui pèse sur leurs équilibres budgétaires et extérieurs. Ces pressions peuvent être aggravées par des canaux

supplémentaires, tels qu'une baisse des envois de fonds, un recul des recettes touristiques, un durcissement des conditions financières et un ralentissement des entrées de capitaux.

POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DU FMI

D'autre part, Lebbou a salué, au nom du même groupe de pays, le rôle du FMI dans la gouvernance économique mondiale, notant avec satisfaction les travaux du FMI sur le traitement des déséquilibres extérieurs excessifs dans les grandes économies et soulignant l'importance d'intégrer systématiquement l'analyse du secteur extérieur dans la surveillance, y compris l'évaluation des retombées des politiques menées dans les économies d'importance systémique sur les pays plus petits et plus vulnérables. Le gouverneur de la BA a exprimé aussi l'appui du groupe aux «principes directeurs de Diriyah sur la réforme des quotes-parts et de la gouvernance». Et de souligner la nécessité de poursuivre les progrès dans le programme de réforme de la gouvernance du Fonds, appelant «les membres qui ne l'ont pas encore fait à achever sans plus tarder leurs procédures nationales d'approbation du consentement à l'augmentation des quotes-parts au titre de la 16e Révision générale des quotes-parts (RGQ). «Nous insistons sur l'importance de faire progresser les discussions dans le cadre de la 17e RGQ».

Synthèse R. N.

SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

L'autorité de régulation, une urgence impérieuse

Un secteur hydraulique à la croisée des chemins : des investissements historiques face à des défis de gouvernance persistants.

L'eau n'est pas qu'un enjeu technique, c'est une question de gouvernance, de durabilité et d'équité. À titre d'illustration, la journée du 8 avril 2026 a dévoilé une crise aiguë d'eau potable à Annaba. Cette crise est liée, entre autres, aux arrêts de maintenance de l'usine de dessalement de Koudiet Draouche. Elle est également en lien avec le manque de réservoirs de stockage pour l'autonomie et d'alternatives d'approvisionnement en eau potable à l'aval à partir des eaux des barrages-réservoirs existants. Encore, cette circonstance rappelle la nécessité d'instaurer un système de pilotage permanent.

Les démarches actuelles mettent en évidence les limites du management de ce service public : une faible coordination entre les secteurs de l'hydraulique, l'agriculture, l'énergie et l'environnement. S'ajoutent à cela, des données hydriques peu fiables et dispersées. Le secteur de l'hydraulique ne peut se permettre aucune instabilité ou incertitude organisationnelle. Telle est l'importance hautement particulière et stratégique qui mérite d'être accordée par les pouvoirs publics en vue de l'exécution efficace des projets de développement structurants et d'envergure nationale visant à assurer continuellement l'approvisionnement des populations en eau potable.

Il ne s'agit pas seulement de désigner une équipe dirigeante, aussi compétente soit-elle, à la tête du secteur.

L'élément crucial consiste plutôt à instaurer une stratégie cohérente et à mettre en place des mécanismes de gestion adaptés afin de garantir la résilience des systèmes hydrauliques.

Il importe de rappeler qu'au cours des 25 dernières années, près de 65 milliards de dollars ont été investis dans des projets de développement des ressources en eau tels que les barrages, les usines de dessalement, les stations de traitement, les stations de pompage et autres grands transferts, notamment lors des cinq dernières années. En dépit des efforts consentis par les pouvoirs publics et de l'importance qu'ils attribuent à ce secteur, en vue de garantir la sécurité hydrique, des insuffisances subsistent et demeurent caractérisées par la vulnérabilité structurelle hydraulique dans certaines régions du pays.

En effet, le secteur souffre de l'absence d'une autorité indépendante chargée de garantir le respect des engagements, l'évaluation des performances et la protection des droits de tout un chacun. Cette mission incombe à cette nouvelle entité de régulation du secteur de l'hydraulique et constitue la pierre angulaire de l'édifice de la réforme attendue.

STABILITÉ ET PÉRENNITÉ ORGANISATIONNELLES : FONDEMENTS ESSENTIELS D'UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU.

Depuis 2021, le département a été dirigé par cinq ministres successifs en moins de cinq ans, ce qui correspond à une durée moyenne d'exercice inférieure à un an par ministre. L'organisation des services centraux a été amenée à maintes reprises.

La possibilité d'élaborer des stratégies à long terme dans de telles situations d'instabilité est-elle réalisable ? Comment imposer aux opérateurs publics d'atteindre des objectifs de performance sur plusieurs années, alors que l'autorité de tutelle ajuste sa stratégie à chaque changement opéré dans la hiérarchie ?

RÉACTIVATION DE L'AUTORITÉ DE RÉGULATION : UN ORGANE ÉCLAIREUR AU SERVICE DU LEAN MANAGEMENT

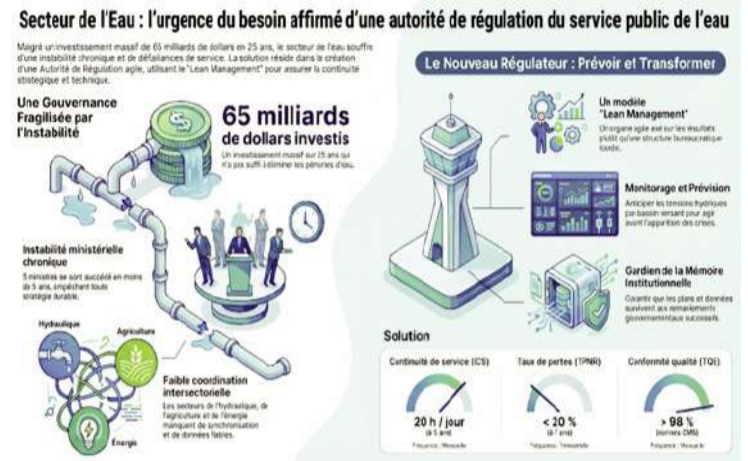
La réactivation de la mission de l'autorité de régulation, investie d'un mandat considérablement élargi par rapport au cadre réglementaire mis en place en 2008, constitue la réponse insti-

tutionnelle essentielle à ces contraintes de gouvernance.

Elle doit reposer sur une philosophie explicitement définie : le lean management adapté au secteur public. Pourvu d'une organisation flexible et orientée vers les résultats, ce dispositif identifie en permanence les difficultés potentielles et soumet au ministère les ajustements nécessaires pour éviter tout risque de perturbation du service public de l'eau potable et autres usages.

L'autorité dont il s'agit constitue un régulateur doté de normes minimales impératives en matière de résilience. Elle impose aux gestionnaires et concepteurs des usines de dessalement des schémas, des dispositifs résilients visant à assurer l'autonomie dans l'approvisionnement en eau, ainsi que des scénarios alternatifs. Ceux-ci sont particulièrement destinés à éviter les perturbations liées aux coupures d'eau de plus de 48 heures.

La première mission dévolue à cet organe de régulation consiste à élaborer un cadre réglementaire d'amélioration continue du service public. Ce cadre réglementaire inclut des normes de performances telles que le taux de perte dans le réseau, la continuité du



service à travers les collectivités ainsi que la capacité de résilience des infrastructures face aux aléas climatiques.

De tels critères peuvent être assortis de mécanismes de sanctions graduées en fonction des manquements constatés. Cette instance de régulation prendra en charge, outre la préservation de la mémoire institutionnelle qui ne saurait être compromise par les changements dans la hiérarchie du secteur, le plan directeur d'aménagement des ressources en eau (PDARE), les bases de données et, enfin, les engagements de performances des opérateurs y activant. L'objectif final de cette démarche est d'éviter la reprise à zéro à l'issue de chaque remaniement dans la hiérarchie.

La deuxième mission consiste à initier et soumettre les propositions d'ajustement du dispositif réglementaire en place et dédié à l'amélioration continue du service public de l'eau. Outre les attributions prévues par le décret exécutif n° 08-303 du 27 septembre 2008, relatif à l'autorité de régulation du service public de l'eau, ces attributions incluent la surveillance de la qualité du service, l'examen et le traitement des réclamations exprimées, ainsi que l'analyse des coûts et des tarifs.

Il convient également de garantir l'application des normes de performance ainsi que leur actualisation.

Elle contraint les opérateurs à observer les règles, à assurer leur conformité et à appliquer des sanctions en cas de non-respect. Elle garantit la surveillance de l'évolution du taux des pertes dans les réseaux, la qualité du service, le respect des délais de réparation des pannes et du taux de comptage des abonnés. Ces critères représentent un ensemble d'indicateurs clés de performance (KPI) qui cessent d'être une simple aspiration et deviennent effectivement une obligation contractuelle publiquement vérifiable.

De cette manière, l'autorité de régulation tient le rôle d'interface entre la performance réelle des opérateurs du secteur (ADE, ONA, ONID et ANBT) et les instructions et orientations générales émanant du ministère.

La troisième mission consiste à préserver la mémoire institutionnelle, souvent compromise par les changements successifs au sein de la hiérarchie. En consé-

quence ses équipes permanentes et ses bases de données de performance continuent de gagner en stabilité et en régularité, malgré les changements passés ou à venir.

UN PILOTAGE PAR KPI : CLÉS AU CŒUR D'UNE GOUVERNANCE MODERNE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

Il est recommandé de concevoir un benchmarking inter-unités de l'ADE qui sera mis en place grâce à la diffusion d'un rapport comparatif des performances à travers les communes et wilayas, ce qui favorisera l'instauration d'une dynamique d'émulation constructive entre les collectivités. Les performances de l'ensemble des unités seront évaluées conséquemment. L'autorité de régulation sera dotée d'un dispositif de médiation et de règlement des conflits entre les différents usagers. La gestion systématique du service public à l'aide d'indicateurs clés de performance (KPI) est de nature à favoriser une transition vers une administration axée sur la performance. Notre pays dispose des ressources humaines, logistiques, techniques et financières nécessaires pour surmonter ce défi. Les compétences, l'arsenal législatif et réglementaire existent, notamment la loi n° 05-12 du 4 août 2005 et le décret exécutif n° 08-303 du 27 septembre 2008, lesquels ont posé les jalons d'une gouvernance sectorielle moderne. Le rapport du groupe de travail interministériel, datant de janvier 2021, a élaboré et mis en place la feuille de route pour une réorganisation objective des établissements opérationnels du secteur de l'hydraulique. Ces acquis constituent un socle solide sur lequel il est possible de bâtir la démarche à venir.

La réactivation de la mission de l'autorité de régulation, bénéficiant d'un mandat élargi, de moyens à la hauteur et d'une autonomie effective, s'avère plus que nécessaire et urgente. De fait, les besoins en la matière se font de plus en plus ressentir. Cette réactivation a pour finalité de pouvoir garantir à chaque citoyen, où qu'il réside, de bénéficier d'un service public de l'eau durable, de qualité et équitable.

Pr Mustapha Kamel Mihoubi, enseignant-chercheur à l'ENSH (Ancien ministre)
E-mail : k.mihoubi@ensh.dz

Tableau n°1 : Indicateurs clés de performances (KPI) opérationnels de réseau

Indicateur	Définition	Objectif national	Fréquence
Indice linéaire de pertes (ILP)	m³/km/jour perdus en réseau	< 8 m³/km/j	Mensuelle
Taux de pertes Non Revenu Water (TPNR)	% eau produite non facturée	< 20 % à 7 ans	Trimestrielle
Indice linéaire de casses (ILC)	Nb casses/100 km/an.	< 30	Annuelle
Taux de renouvellement des conduites (TRC)	% linéaire renouvelé/an.	> 1,5 %	Annuelle
Taux de comptage des abonnés (TCC)	% abonnés équipés de compteurs	> 95 %	Annuelle

Tableau n°2 : Indicateurs clés de performance (KPI) de qualité de service à l'utilisateur

Indicateur	Définition	Objectif national	Fréquence
Indice de continuité de service (ICS)	Heures d'alimentation/jour	20 h/j à 5 ans	Mensuelle
Taux de conformité qualité (TOE)	% analyses conformes normes OMS.	> 98 %	Mensuelle
Délai moyen réparation incidents (DMRI)	Heures entre signalement et réparation.	< 48 h	Mensuelle
Taux de Réponse aux Réclamations (TRR)	% réclamations traitées dans les délais.	> 90 %	Trimestrielle
Taux de desserte (TDS)	% population raccordée au réseau.	> 98 %	Annuelle

Tableau n°3 : Indicateurs clés de KPI financiers et de durabilité

Indicateur	Définition	Objectif national	Fréquence
Taux de recouvrement des factures (TRF)	% factures effectivement encaissées.	> 90 %	Trimestrielle
Ratio charges/investissements (RCI)	% recettes affectées au renouvellement	> 15 %	Annuelle
Coût d'exploitation unitaire (CEU)	DA/m³ produit et distribué	Référentiel national	Annuelle
Taux d'efficacité (TEE)	Kwh/m³ produit	Réduction 10%/5 ans	Annuelle

L'EUROPE SOUS PRESSION ÉNERGÉTIQUE

L'Algérie au cœur du jeu

L'Algérie émerge comme un fournisseur stratégique potentiel au sein du «South2 Corridor» reliant l'Afrique du Nord à l'Europe.

Face à l'urgence climatique et aux tensions géopolitiques, l'Europe accélère sa transition vers des sources d'énergie propres. Au centre de cette recomposition stratégique, l'Algérie s'impose comme un partenaire clé pour le développement du corridor hydrogène sud, destiné à relier l'Afrique du Nord au cœur du continent européen.

Selon un rapport récent de la plateforme spécialisée «Attaka», la sécurisation des approvisionnements en hydrogène vert devient une priorité pour les pays européens, soucieux de réduire leur dépendance aux énergies fossiles tout en diversifiant leurs sources d'énergie.

UNE POSITION STRATÉGIQUE RENFORCÉE

L'Algérie bénéficie d'atouts structurels majeurs. Située au nord de la ceinture saharienne, elle dispose d'un potentiel exceptionnel en énergies solaire et éolienne, indispensable à la production d'hydrogène vert.

Le pays peut également s'appuyer sur une infrastructure gazière déjà développée, avec des connexions directes vers l'Europe via l'Italie et l'Espagne. Ces réseaux offrent une base solide pour le transport futur de l'hydrogène, soit par la construction de nouveaux pipelines, soit par l'adaptation des infrastructures existantes.

Dans ce contexte, les échanges diplomatiques s'intensifient. Plusieurs pays européens, dont l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie, multiplient les initiatives pour sécuriser des partenariats avec Alger, laissant entre-



voir une montée de la concurrence autour des futures capacités d'exportation.

L'ITALIE, PASSAGE OBLIGÉ

Le corridor hydrogène sud repose largement sur le rôle de l'Italie, appelée à devenir une plateforme de transit incontournable entre l'Afrique du Nord et l'Europe centrale. Rome mise notamment sur le « plan Mattei » pour renforcer ses liens énergétiques avec le continent africain.

Mais cette configuration souligne aussi une contrainte : la réussite du projet

dépendra du développement et de la modernisation des infrastructures italiennes, un facteur sur lequel les autres partenaires ont un contrôle limité.

L'AUTRICHE EN QUÊTE DE SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Particulièrement exposée aux chocs énergétiques récents, l'Autriche entend tirer les leçons de sa dépendance passée au gaz russe. Le pays ambitionne désormais de se positionner comme un hub régional de distribution d'hydrogène pour l'Europe

centrale. Déjà, Vienne a mobilisé 275 millions d'euros pour soutenir des projets nationaux liés à cette filière. L'objectif est clair : sécuriser des approvisionnements stables pour soutenir son industrie, notamment les secteurs à forte intensité énergétique.

UNE OPPORTUNITÉ ÉCONOMIQUE À STRUCTURER

Au-delà des enjeux d'approvisionnement, le corridor hydrogène sud ouvre la voie à un nouveau modèle de partenariat entre l'Europe et l'Algérie. Celui-ci repose sur une complémentarité : ressources et capacités de production d'un côté, capitaux, technologies et débouchés de l'autre.

Reste à savoir si ce modèle permettra une création de valeur équilibrée. Pour l'Algérie, l'enjeu sera de dépasser le simple rôle de fournisseur d'énergie, en développant une industrie locale capable de capter une part plus importante de la chaîne de valeur.

UNE RÉPONSE AUX INCERTITUDES MONDIALES

La dynamique actuelle s'inscrit dans un contexte international instable. La guerre en Ukraine et les tensions au Moyen-Orient ont mis en évidence la vulnérabilité des systèmes énergétiques trop dépendants de régions à risque. Dans ce paysage incertain, l'Algérie apparaît comme un acteur stratégique capable de contribuer à la sécurité énergétique européenne, tout en renforçant sa propre position sur le marché mondial de l'énergie propre.

INVESTISSEMENTS PUBLICS

Vers un contrôle renforcé

Le ministère des Finances a annoncé la mise en place de commissions locales au niveau de chaque wilaya afin d'améliorer le suivi de l'avancement physique et financier des opérations d'investissement public de l'État.

Selon une instruction datée du 14 avril 2026, signée par le ministre des Finances, ce dispositif vise à renforcer la gouvernance des projets publics et à optimiser la performance de l'investissement, dans un contexte de gestion orientée vers la soutenabilité financière et l'efficacité des dépenses publiques.

Ces commissions auront pour mission principale d'assurer un suivi régulier des projets réalisés sur le territoire des

wilayas, ainsi que de participer aux travaux liés à l'assainissement de la nomenclature des projets d'investissement public. Elles devront également transmettre des rapports détaillés au ministère, mettant en évidence l'état d'avancement physique et financier des opérations.

Chaque commission sera composée de trois membres : le directeur de la programmation et du suivi budgétaires de la wilaya, qui en assurera la présidence, le contrôleur budgétaire et le trésorier de wilaya. Une répartition précise des responsabilités a été définie : le suivi des autorisations d'engagement (AE) revient au contrôleur budgétaire, celui des crédits de paiement (CP) au trésorier, tandis que le suivi de l'exécution phy-

sique des projets est confié au directeur de la programmation et du suivi budgétaires, qui devra notamment effectuer des visites de terrain et documenter les réalisations.

Le ministère insiste également sur la nécessité d'une coordination permanente entre les différents acteurs du contrôle financier et comptable afin d'assurer la fiabilité des données collectées.

Les projets seront examinés selon trois grands domaines : le développement humain (éducation, santé, formation, culture), le développement socio-économique (logement, travaux publics, agriculture, énergie, environnement), ainsi que les secteurs institutionnels et de souveraineté (justice, intérieur,

finances, commerce, etc.).

Dans ce cadre, les commissions pourront inviter les responsables sectoriels concernés au niveau local, notamment les gestionnaires d'établissements publics tels que les hôpitaux universitaires ou les universités, en fonction des dossiers traités.

Le ministère des Finances souligne enfin que la Direction générale du budget accompagnera la mise en œuvre de cette instruction et sera chargée de signaler toute difficulté rencontrée dans son application.

Ce nouveau dispositif s'inscrit dans la volonté des autorités de renforcer le contrôle, la transparence et l'efficacité dans la réalisation des projets d'investissement public à travers le territoire national.

BIENS DE L'ÉTAT

Des recettes de 1,2 milliards de dollars

Le directeur général des Domaines nationaux, Abdelrahman Khedi, a annoncé que les recettes des biens de l'État ont dépassé 1,2 milliard de dollars en 2025, qualifiant ce résultat de bond qualitatif reflétant l'efficacité de la gestion et la bonne coordination. Il a souligné l'importance du système d'information « Amlak » pour accélérer la numérisation et moderniser la gestion des domaines de l'État, du cadastre et de la conservation foncière, tout en améliorant la qualité des services et l'interconnexion des données

entre les administrations. Lors de réunions d'évaluation avec les cadres des directions régionales de Blida et d'Alger, il a insisté sur la nécessité d'accélérer le traitement des dossiers de régularisation dans le cadre de la loi 08-15, afin de résorber les retards et renforcer la confiance dans l'administration.

Le responsable a également mis en avant les efforts de recouvrement des recettes et appelé à leur amélioration continue, ainsi qu'à la simplification des procédures foncières et à l'amélioration de l'accueil des

citoyens. Dans le cadre de la transformation numérique, la plateforme « Fada' Al Djazaïr » a permis de servir près de 7 millions d'utilisateurs depuis mars 2024.

Des projets pilotes ont également été lancés pour la délivrance en ligne de documents cadastraux et fonciers à Dar El Beïda et El Harrach.

Ce dispositif s'inscrit dans la stratégie de modernisation de l'administration publique visant à renforcer la transparence, l'efficacité et la qualité du service public.

CIMENT BLANC

Exportation de 20 000 tonnes vers le Guatemala

Le port d'Annaba a lancé une opération d'exportation de 20 000 tonnes de ciment blanc à destination du Guatemala, en Amérique centrale. La marchandise, conditionnée en grands sacs, est chargée à bord du navire « MV NEMRUT BAY ».

Cette opération s'inscrit dans la stratégie de développement des exportations hors hydrocarbures et de renforcement des performances portuaires, conformément aux orientations des autorités publiques. Le port confirme ainsi son rôle de plateforme logistique clé en Méditerranée et son appui à la diversification de l'économie nationale.

ÉNERGIE

Le Vietnam structure sa filière de carburants verts

Le Vietnam développe des carburants verts comme le SAF (aviation) et le SMFO (maritime) pour réduire jusqu'à 80 % des émissions de CO₂.

Ces carburants sont produits par la compagnie BSR à partir de déchets (huiles usées, plastiques, pneus). Un premier test de SMFO a été réussi en 2026 et le SAF est déjà utilisé sur certains vols, mais il reste très coûteux (2 à 3 fois plus cher que le carburant classique). Malgré cela, le Vietnam voit une opportunité pour réduire ses émissions et développer une nouvelle industrie tournée vers l'export.

CONSACRÉ AUX
EXTRATERRESTRES

Spielberg présente son nouveau film



Le célèbre réalisateur américain Steven Spielberg a offert mercredi dernier, un aperçu de son nouveau film «Disclosure Day» sur les extraterrestres, dont la sortie est prévue en juin prochain, 50 ans après s'être emparé pour la première fois de ce thème, ont rapporté des médias. A 79 ans, Spielberg a présenté le film au CinemaCon de Las Vegas, salon des professionnels du cinéma où les studios dévoilent leurs prochaines sorties aux exploitants de salles. Rappelant son film, «Rencontres du troisième type» (1977), «Disclosure Day» met en scène la rencontre entre le genre humain et une vie extraterrestre, un scénario qui contient selon le réalisateur, «davantage de vérité que de fiction». «Disclosure Day», qui sortira le 12 juin aux Etats-Unis, met en vedette Emily Blunt, Josh O'Connor, Eve Henson et Colman Domingo, entre autres. A l'occasion du CinemaCon, le réalisateur trois fois oscarisé a reçu un prix de la Motion Picture Association, organisation interprofessionnelle américaine qui représente les intérêts des grands studios hollywoodiens. Steven Spielberg a également évoqué l'importance à ses yeux des longues durées de sortie des films en salle, alors que les plateformes de streaming continuent de rogner les recettes au box-office.

MUSIQUE

Concert à Alger du «Trio Joubran» de Palestine



Le «Trio Joubran» de luthistes palestiniens a animé, vendredi soir à Alger, un concert de musique mêlant des variations modales et rythmiques classiques et orientales et de belles sonorités traditionnelles aux influences modernes, devant un public nombreux. Accueillis à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, les frères Joubran: Samir, Wissam et Adnan, ont présenté leur spectacle, organisé en collaboration avec l'Office national de la Culture et de l'Information (ONCI), sous le parrainage de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, présente à la soirée. La sélection de pièces rendue par les trois artistes, était accompagnée par moments de la voix résiliente, enregistrée, du regretté poète palestinien, Mahmoud Darwish (1941-2008), dont l'œuvre incarne la résistance palestinienne.

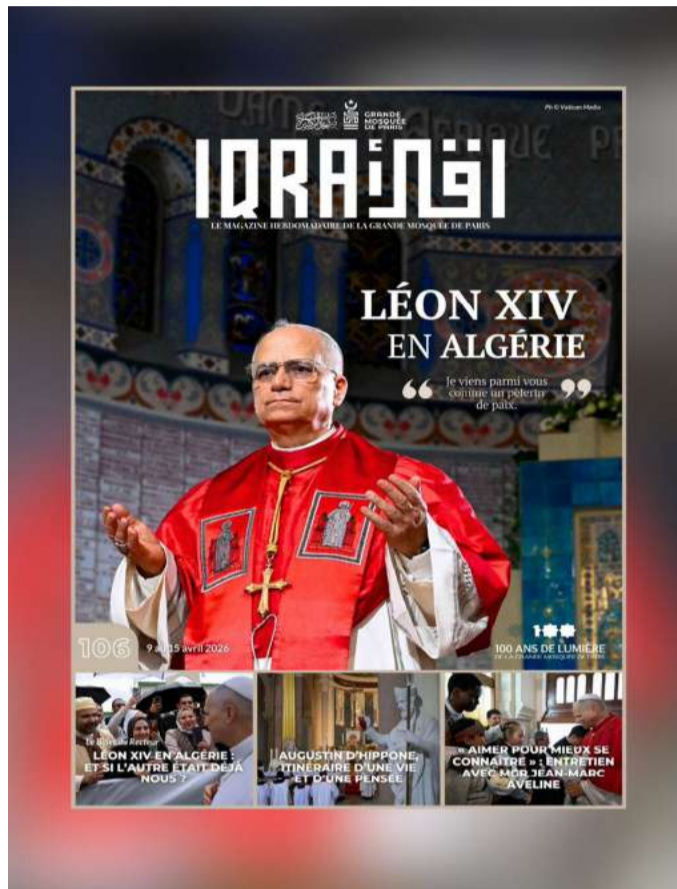
« IQRAA », MAGAZINE ÉDITÉ PAR LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

Numéro spécial consacré à la visite du Pape en Algérie

Le magazine hebdomadaire numérique «Iqraa», édité par la Grande mosquée de Paris a consacré son dernier numéro à la visite officielle du Pape Léon XIV en Algérie, la qualifiant d'«Historique» symbolisant la coexistence et le dialogue interreligieux.

Dans son billet intitulé «Léon XIV en Algérie: et si l'autre était déjà nous», le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-eddine Hafiz, présent lors de cette visite, est revenu sur le voyage du Pape, s'interrogeant «pourquoi une société musulmane accueille-t-elle le chef de l'Eglise catholique avec cette sérénité naturelle et cette chaleur sans mise en scène».

«Peut-être parce qu'une société qui a traversé ce qu'a traversé l'Algérie, la colonisation, la guerre d'indépendance, la décennie de violence fratricide, et qui en est sortie sans perdre son sens de l'hospitalité, a compris quelque chose d'essentiel que les sociétés plus préservées n'ont pas encore appris: que l'identité véritable ne se défend pas, elle se vit», a-



t-il estimé. M. Hafiz a souligné qu'en tant que Recteur de la Grande Mosquée de Paris, il est rentré de cette «expérience» avec une conviction qu'il ne peut pas taire.

«La France a besoin d'entendre ce que l'Algérie vient de montrer. Non pas pour copier. Mais pour comprendre que ce qu'elle peine à construire, un espace où les appartenances

coexistent sans s'affronter, n'est pas une utopie (...) Et que si l'islam y est une ressource pour le lien plutôt qu'un facteur de division, ce n'est pas malgré ses valeurs. C'est grâce à elles. Le pape l'a dit à sa manière, depuis la plus grande mosquée d'Afrique (Djamaa El-Djazair)». Sous le titre «Le Pape en Algérie, vu du monde: Alger au centre d'une géographie mora-

le», ce numéro spéciale a repris, dans son Focus, de nombreux titres de la presse internationale, soulignant que ces journaux se sont accordés à dire qu'«à Alger, le pape n'a pas seulement visité un pays, il a mis en scène une certaine idée du monde, un monde où la paix ne se proclame pas depuis les abstractions, mais se cherche dans les lieux où l'histoire, la foi et la mémoire acceptent encore de se parler».

Dans ce même numéro, le cardinal Jean-Marc Aveline, archevêque de Marseille et président de la Conférence des évêques de France, interviewé sur ce «premier grand voyage africain du souverain pontife», a estimé que «commencer ce voyage africain par l'Algérie est lourd de sens». D'autres articles, illustrés avec des photos immortalisant les moments forts de l'événement, sont aussi proposés dans ce magazine notamment des récits sur les déplacements du Pape à l'occasion de cette visite, avec des titres tels que «Annaba, la terre de Saint Augustin une mémoire qui ne s'efface», «One two three.le Pape en Algérie», ou encore «l'Algérie terre d'accueil et de spiritualité». Au fil des pages, on peut également lire des contributions, entre autres, sur Djamaa El Djazair, des portraits de Saint Augustin et feu Mgr Henri Teissier, l'artisan de la fraternité et du dialogue interreligieux.

CINÉMA

La cinémathèque et l'Université d'Alger conventionnées

L'université d'Alger 2 et la Cinémathèque d'Alger ont signé une convention de coopération et de partenariat en vue de renforcer la culture cinématographique chez les étudiants, indique un communiqué de l'université. La cérémonie de signature de la convention de partenariat entre le département des arts relevant de l'université d'Alger 2 et la Cinémathèque d'Alger, s'est déroulée en présence du recteur, M. Said Rahmani, des cadres de l'université, des étudiants membres du ciné-club «le septième art» activant au niveau de l'université, et du directeur de la Cinémathèque d'Alger, M. Adel Mekhalifa, et ce à l'occasion de la Journée mondiale de l'art, correspondant au 15 avril. Cette convention vise à «renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de la culture cinématogra-

phique et de la formation académique», à travers l'organisation d'activités communes comprenant des conférences, des workshops, des projections de films, et des rencontres avec des réalisateurs et des critiques, ainsi que le soutien de la recherche scientifique dans le domaine de l'audiovisuel, outre la mise à disposition des étudiants des espaces de la Cinémathèque et de ses riches archives à des fins éducatives et culturelles», précise le communiqué. Dans le cadre du soutien aux initiatives estudiantines, la convention accorde une importance particulière au ciné-club de l'université d'Alger 2, dont les activités seront accompagnées par une projection régulière de films, et l'organisation de rencontres intellectuelles et artistiques, sous une supervision académique et une coordination commune,

selon le communiqué. Elle prévoit également des «engagements mutuels», où l'université contribue à l'encadrement pédagogique et à l'implication des étudiants dans des projets médiatiques et de recherche, tandis que la Cinémathèque s'engage «à fournir les espaces, les équipements, et le soutien technique», ainsi qu'à «ouvrir la possibilité aux étudiants d'effectuer des stages pratiques dans les spécialités des arts et du cinéma». L'université d'Alger 2 a qualifié cette démarche de «nouvelle étape dans le processus de l'ouverture de l'université sur son environnement culturel», et de «renforcement du rôle du cinéma en tant qu'outil de réflexion et de créativité, au service de la formation d'une génération d'étudiants créatifs et intéressés par la culture de l'image».

THÉÂTRE RÉGIONAL
DE SIDI BEL-ABBÈS

Formation au profit des personnes à besoins spécifiques

Le Théâtre régional de Sidi Bel Abbès a annoncé, jeudi dernier, l'ouverture, du 19 au 22 avril, d'un laboratoire de formation théâtrale au profit des personnes à besoins spécifiques. Mme Abassia Madouni, chargée de l'information et de la programmation au sein de l'établissement, a expliqué que ce projet bénéficie du soutien du ministère de la Culture et des Arts, dans le cadre du programme de «Soutien de l'Etat pour la promotion des arts et

des lettres». L'objectif est de transformer l'acte théâtral d'une simple expression esthétique en un véritable outil de restauration de la confiance en soi et de renforcement de l'inclusion sociale pour cette catégorie d'individus. Selon elle, la valeur de cette initiative réside dans son approche pratique et non purement théorique, faisant le pont entre les dimensions artistique et thérapeutique. Elle a ajouté que la participation théâtrale constitue un parcours de redécouverte

de soi et de réaffirmation de sa présence sur scène, grâce à un encadrement scientifique rigoureux et un accompagnement spécialisé. Les activités sont programmées au niveau de deux établissements, le centre «En-Niama» pour personnes à besoins spécifiques et l'Ecole pour enfants handicapés auditifs. Les ateliers proposés, qui couvrent la formation technique et humaine, offriront aux participants une expérience artistique profonde.

VENTE DE L'HÔTEL EL PALACE DE BARCELONE

Un actif de luxe pour l'État algérien

Selon des informations rapportées le 16 avril dernier, par le média espagnol El Confidencial, l'hôtel El Palace de Barcelone, récupéré en 2025 par les autorités algériennes, est actuellement proposé à la vente.

Le montant de la transaction évoquée dépasse les 100 millions d'euros, un seuil qui reflète la valeur de ce bien situé au cœur de la capitale catalane. Inauguré en 1919, l'hôtel El Palace de Barcelone se situe à proximité immédiate du Passeig de Gràcia, l'un des axes les plus prisés de la ville. L'établissement s'étend sur plus de 12.500 m² et se compose de deux niveaux en sous-sol, de neuf étages en surface, de 125 chambres, dont plusieurs suites haut de gamme, de six grands salons destinés aux événements et d'un toit-terrasse d'environ 1.500 m² avec vue panoramique. Classé parmi les hôtels cinq étoiles grand luxe, l'établissement attire une clientèle internationale.

Les tarifs varient selon les saisons, avec des chambres proposées à plusieurs centaines d'euros la nuit. Tandis que certaines suites atteignent plusieurs milliers d'euros par jour. Au-delà de ses prestations hôtelières, l'hôtel se distingue par son ancrage culturel et gastronomique. La restauration est assurée par le chef espagnol Rafa Zafra, dont la cuisine met en avant les produits de la mer. Plusieurs suites rendent hommage à des personnalités artistiques ayant séjourné dans les lieux notamment Salvador Dalí et Carlos Ruiz Zafón, renforçant l'image d'un établissement lié à l'histoire culturelle de Barcelone. L'hôtel avait été acquis en 2011 pour environ 80 millions d'euros par l'homme d'affaires Ali Had-



dad, ancien dirigeant du groupe ETRHB.

Le transfert de propriété au profit de l'État algérien s'est concrétisé en 2025 via un mécanisme de dation en paiement, et non par une décision judiciaire classique.

Ce dispositif a permis aux autorités de récupérer cet actif sans passer par une vente forcée. Aujourd'hui, les autorités algériennes étudient la possibilité de céder l'hôtel El Palace de Barcelone à des investisseurs, notamment des fonds spécialisés et des structures de gestion patrimoniale. La vente potentielle de cet établissement pourrait ainsi constituer l'une des opérations les plus significatives de ce programme à l'international.

PRÉSERVATION DU RÉFÉRENT RELIGIEUX ET COHÉSION SOCIALE

Le rôle des zaouïas mis en avant

Un séminaire sur «Les efforts des Ouléma de la Tariqa Kadiria Kountia pour la préservation du référent religieux et la cohésion sociale, et le règlement des conflits», a été organisé à In-Guezzam, sous l'égide du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et avec la participation de choyoukh et de représentants de zaouïas et d'instances religieuses, a-t-on appris samedi des organisateurs.

La rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à valoriser le rôle historique et scientifique des zaouïas en Algérie, dont la Tariqa (confrérie) Kadiria Kountia, dans l'ancrage du référent religieux national basé sur la modération et le juste-milieu, ainsi que dans la promotion des valeurs de solidarité et de cohésion sociale.

La rencontre (16-17 avril) a donné lieu à des communications scientifiques sur la

place des zaouïas dans la diffusion des préceptes et enseignements de l'Islam, et leur rôle dans les efforts de rapprochement et réconciliation, ainsi qu'à des débats sur les moyens de relever les défis intellectuels et sociaux actuels.

Le séminaire a constitué aussi un cadre d'échange de vues et d'expériences entre Ouléma et chercheurs, sur l'importance de la fédération des efforts pour la préserva-

tion de l'unité nationale et de promotion du discours religieux à la hauteur des exigences actuelles.

Ses travaux ont été sanctionnés par des recommandations plaidant le soutien du rôle des zaouïas dans la diffusion de la culture de paix et de tolérance et la contribution au renforcement de la stabilité sociale et la préservation du référent religieux national.

VASTE CAMPAGNE DE CYBERESPIONNAGE EN ALGÉRIE

Le ministère de la Santé lance une alerte urgente

Dans une note officielle datée du 12 avril, le ministère de la Santé a lancé une alerte urgente face à une menace informatique de grande ampleur. Baptisée Camel Clone, cette campagne de cyber espionnage cible des entités algériennes à travers des courriels frauduleux particulièrement trompeurs. A travers une correspondance portant le numéro de référence 67/MS/DSII, la Direction des sys-

tèmes d'information et de l'informatique (DSII) a adressé une mise en garde ferme aux directeurs généraux et centraux, aux directeurs de la santé et de la population (DSP), ainsi qu'aux responsables des centres hospitalo-universitaires et des établissements sous tutelle.

Selon les analyses techniques mentionnées dans le communiqué, les cyber-assaillants utilisent des fichiers piégés portant

des noms d'institutions officielles, notamment ceux du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. L'objectif est d'abuser de la confiance des agents pour les inciter à ouvrir des contenus malveillants. Une fois activés, ces programmes permettent l'infiltration des systèmes et l'exfiltration de données sensibles.

Face à cette menace de phishing, le ministère de la Santé

exhorte l'ensemble de ses personnels à adopter une vigilance accrue face aux documents se présentant comme officiels.

Les directives sont strictes, ne pas ouvrir de pièces jointes non vérifiées, renforcer immédiatement les mesures de sécurité et de sensibilisation au sein des structures et signaler sans délai tout incident ou activité suspecte aux services concernés. Au-delà de la simple prévention, la tutel-

le insiste sur la nécessité de renforcer les protocoles de sécurité informatique au sein de toutes les structures de santé. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie de protection proactive visant à sécuriser le patrimoine numérique national. Le ministère a conclu sa note en exigeant une large diffusion de cette alerte afin de garantir une mobilisation totale et immédiate face à ce péril numérique.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Cinq morts en 24 heures

Cinq personnes ont perdu la vie et 190 autres ont été blessées, durant les dernières 24 heures, à la suite de plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le pays, selon un communiqué de la Protection civile.

Plus généralement, les éléments de la Protection civile ont mené, durant les dernières 24 heures, 3.350 interventions, soit une intervention toutes les 25 secondes.

INTOXICATION ALIMENTAIRE COLLECTIVE À CONSTANTINE

63 cas signalés

Les services de santé de la wilaya de Constantine ont enregistré, vendredi, environ 63 cas d'intoxication alimentaire, dont des enfants, après la consommation de repas servis dans un restaurant de la cité Ali Mendjeli. Selon les équipes médicales, la majorité des patients sont dans un état stable, après avoir reçu les soins nécessaires à temps. La prise en charge se poursuit dans de bonnes conditions sous surveillance médicale continue. Sur le front sanitaire, le message se veut apaisant. Les équipes médicales ont confirmé que la réactivité des secours a permis d'éviter des complications graves. «La majorité des cas sont actuellement dans un état stable», précise le communiqué de la wilaya. Une surveillance continue reste toutefois de mise

pour les cas les plus fragiles, notamment les jeunes enfants. Selon les données préliminaires fournies par les services de la wilaya de Constantine, dans un communiqué officiel, 63 personnes, dont plusieurs enfants en bas âge, qui ont été prises de malaises après avoir consommé des repas dans un restaurant local. L'alerte a déclenché un protocole d'urgence, répartissant les patients vers différentes structures spécialisées pour éviter l'engorgement des urgences. Le wali de Constantine s'est rendu dans plusieurs structures hospitalières afin de s'enquérir de l'état de santé des victimes, notamment à l'établissement public hospitalier Abdelkader Bencherif à Ali Mendjeli ainsi qu'à l'hôpital pédiatrique de la Nouvelle-Ville de Constantine.



SYSTÈME DÉMOCRATIQUE MONDIAL

Lula met en garde contre un «nouveau Hitler»

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva et le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez ont exprimé leur inquiétude face à la montée de l'extrême droite et ont appelé à un renouvellement du système démocratique mondial pour contrer les menaces autoritaires.

Lors d'un sommet bilatéral à Barcelone vendredi, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva et le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez ont exprimé leur inquiétude face à la montée de l'extrême droite et ont appelé à un renouvellement du système démocratique mondial. Lula a mis en garde contre le danger d'un «nouveau Hitler» qui pourrait émerger lorsque la démocratie recule, soulignant l'importance de préserver les valeurs démocratiques et de promouvoir un système multilatéral fondé sur la paix et la coopération. Lors de leur conférence de presse conjointe, Lula a déclaré : «Ce que nous voulons, c'est dialoguer pour trouver des solutions qui renforcent la démocratie mondiale et évitent toute régression. Lorsque la démocratie se rétracte, un nouveau Hitler peut émerger». Il a également précisé que la démocratie ne doit pas se limiter au simple acte de voter, mais qu'elle doit apporter des résultats concrets pour améliorer la vie des citoyens.

Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a quant à lui renouvelé son appel en faveur d'un «renouvellement» du système international multilatéral. Il a dénoncé les attaques menées par des régimes autoritaires et les mouvements populistes contre les institutions démocratiques et les valeurs de paix. «La paix et les

valeurs qui la soutiennent sont attaquées par cette vague réactionnaire, les régimes autoritaires et la désinformation», a-t-il averti, soulignant que ces menaces fragilisent les démocraties dans le monde entier. Ce sommet a également permis de renforcer les relations bilatérales entre le Brésil et l'Espagne, avec la signature de 15 accords couvrant divers domaines, notamment le commerce, les communications par satellite et l'exploitation de minéraux rares. Ces accords visent à promouvoir la coopération économique et à soutenir l'innovation entre les deux pays. Les deux dirigeants ont exprimé leur ferme opposition à la politique étrangère américaine et sioniste concernant l'Iran, ce qui a provoqué une hausse significative des prix de l'énergie.

LE FORUM MONDIAL POUR LA DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE

Les déclarations de Lula et Sánchez interviennent avant leur participation à un forum mondial sur la défense de la démocratie tenu hier à Barcelone. Ce forum, qui réunira des leaders progressistes et des représentants de pays de taille moyenne et petite, se concentrera sur la lutte contre l'extrémisme, la polarisation politique et la désinformation qui menacent la démocratie participative. Parmi les participants



figurent des personnalités telles que le président du Conseil européen Antonio Costa, la présidente du Mexique Claudia Sheinbaum, et d'autres chefs d'État d'Afrique du Sud, de Colombie et d'autres pays. Ce forum vise à promouvoir des idées pour renforcer les institutions démocratiques et faire face à la montée de l'extrême droite et du populisme. Le sommet devrait accueillir environ 3 000 participants, dont des

membres du Parti démocrate américain.

UNE COALITION PROGRESSISTE GRANDISSANTE

Lors de leur conférence, Lula a exprimé sa satisfaction quant à l'élargissement de la coalition progressiste, soulignant que la présence de dirigeants comme le président mexicain et le président sud-africain montre que ce mou-

vement se renforce. Le forum vise à renforcer la solidarité internationale entre les pays qui défendent les droits de l'homme, la justice sociale et la protection de l'environnement, des valeurs qui sont souvent contestées par les forces populistes de droite. Ces discussions arrivent alors que des dirigeants comme Lula et Sánchez cherchent à offrir une alternative aux discours nationalistes et anti-immigration véhiculés par l'extrême droite, tant en Europe qu'au Brésil. Ils insistent sur le fait que le monde ne doit pas être dominé uniquement par les grandes puissances et que les pays de taille moyenne ont un rôle crucial à jouer dans la préservation de l'ordre international fondé sur des règles.

UN MONDE PLUS ÉGALITAIRE ET SOLIDAIRE

Les leaders présents à Barcelone espèrent que ces initiatives contribueront à remettre en avant les principes de solidarité, de coopération internationale et de démocratie participative, face à l'ascension des régimes autoritaires et à la désinformation qui menace la stabilité mondiale. En fin de compte, ces rencontres visent à renforcer les institutions démocratiques tout en mettant en avant une alternative aux solutions extrémistes et divisives qui se propagent à travers le monde.

R.I/agences

GHAZA

Le Kosovo et la Bosnie approuvent l'envoi de soldats

Le Kosovo et la Bosnie ont annoncé vendredi leur intention de contribuer à une force internationale devant être déployée à Gaza pour rétablir la stabilité dans la région, sous la direction du «Conseil de la paix», une initiative lancée par l'ex-président américain Donald Trump.

Le parlement kosovar a approuvé une législation permettant l'envoi de soldats kosovars dans cette mission internationale, qui serait dirigée par les États-Unis. Bien que le nombre exact de soldats n'ait pas été précisé, les autorités kosovares envisagent d'envoyer 22 membres des forces de sécurité. Cette décision a été prise dans le cadre d'un engagement visant à soutenir la stabilité régionale. De son côté, le ministre de la Défense de la Bosnie, Zokan Héliez, a confirmé que des discussions étaient en cours à Washington pour finaliser les

modalités de la participation de son pays. Lors d'une rencontre avec Stanley Brown, responsable des affaires politiques et militaires au Département d'État américain, Héliez a indiqué que plus de 60 soldats bosniens devraient rejoindre la force internationale.

Cette décision fait suite à l'approbation en janvier dernier de la participation de la Bosnie à cette mission, une contribution importante à la paix et à la sécurité mondiales, selon le ministre.

L'ENGAGEMENT INTERNATIONAL

Le «Conseil de la paix» a été créé pour aider à la reconstruction de Gaza et s'est réuni pour la première fois à Washington en février dernier. L'objectif principal de cette réunion était de discuter des financements nécessaires pour la mission et d'or-

ganiser le déploiement de militaires étrangers dans la région. L'initiative bénéficie également du soutien de plusieurs autres pays, dont l'Indonésie, le Maroc, le Kazakhstan, le Kosovo et l'Albanie, qui ont déjà exprimé leur volonté de participer à cette force. Le nombre total de soldats pourrait atteindre 20 000, dont 8 000 Indonésiens.

Toutefois, la mise en œuvre de cette phase du plan de paix américain demeure incertaine, en raison des violations répétées de l'accord de cessez-le-feu par l'entité sioniste, qui avait été mis en place le 10 octobre 2025.

Ce cessez-le-feu fait suite à deux années de conflits violents, déclenchés par l'entité sioniste contre Gaza en octobre 2023, avec l'appui des États-Unis. Ces violences ont fait plus de 72 000 morts palestiniens et plus de 172 000 blessés, tandis que 90 %

des infrastructures de Gaza ont été détruites.

VIOLATIONS CONTINUES DE L'ACCORD DE CESSER-LE-FEU

Le bureau de presse du gouvernement de Gaza a rapporté mardi dernier que l'entité sioniste avait commis plus de 2 400 violations de l'accord de cessez-le-feu, incluant des actes de violence, des arrestations massives, des blocus et des privations alimentaires à l'encontre de la population palestinienne. Ces violations ont eu des conséquences tragiques, faisant 765 morts palestiniens et 2 140 blessés, selon un communiqué du ministère de la Santé de Gaza. Cette situation soulève des inquiétudes quant à la viabilité du plan de paix proposé et à la capacité de la communauté internationale à garantir un cessez-le-feu durable.

IMPLICATION DANS LE CONFLIT RUSSO-UKRAÏNIEN

Zelensky avertit la Biélorussie

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a lancé un avertissement à la Biélorussie concernant toute implication future dans le conflit en Ukraine, soulignant que le pays devrait prendre exemple sur les événements récents au Venezuela.

Zelensky a fait référence à la situation de l'ex-président vénézuélien Nicolás Maduro, dont l'arrestation par l'armée

américaine en janvier dernier a entraîné son transfert à New York avec des accusations de complot pour le trafic de drogue.

Le président ukrainien a exprimé que cet épisode devrait inciter la Biélorussie à éviter de commettre des erreurs similaires. Bien qu'il n'ait pas fourni de preuves concrètes, Zelensky a révélé que les services de renseignement ukrainiens avaient

détecté des activités suspectes en Biélorussie, notamment l'extension de son réseau routier et la construction de sites d'artillerie près de la frontière avec l'Ukraine.

Zelensky a expliqué que la Russie pourrait chercher à entraîner à nouveau la Biélorussie dans son conflit contre l'Ukraine, comme elle l'avait fait lors de l'invasion de

février 2022, en utilisant le territoire biélorusse comme base de lancement. En réponse, il a chargé les autorités ukrainiennes de transmettre un message clair à Minsk concernant les conséquences d'une telle implication, réaffirmant que l'Ukraine est prête à défendre son indépendance et son territoire contre toute agression supplémentaire.

FOOTBALL ITALIEN

Quand la tactique masque le vrai problème

Longtemps érigé en signature tactique du football italien, le 3-5-2 est aujourd'hui accusé de freiner l'évolution du jeu et la créativité des joueurs. Pourtant, réduire les difficultés de la Nazionale et de la Serie A à un simple schéma serait une lecture trop simpliste d'un problème bien plus profond.

L'Italie a déjà envie d'oublier l'année 2026. Entre le nouvel échec en Bosnie-Herzégovine et l'absence de clubs italiens dans le dernier carré des trois compétitions européennes, le football italien se retrouve — encore une fois — face à ses responsabilités. Parmi celles-ci, la surutilisation du 3-5-2 est pointée du doigt.

Pour la troisième fois consécutive, l'Italie ne participera pas à la Coupe du monde. Comme en 2018 et 2022, le diagnostic oscille entre manque de confiance envers les jeunes, absence de talents et perte d'attractivité. Un sujet revient également sur la table : le 3-5-2, symbole d'un football italien en panne d'inspiration. Mais le mal est plus profond.

« La sélection est le miroir du championnat italien. Chez nous, on marche ou on trotte, alors que dans les autres pays, on court et on sprinte. Si vous disputez un match qui exige vitesse et explosivité, vous n'y êtes pas habitué et vous vous retrouvez en difficulté », expliquait Fabio Capello à la Gazzetta dello Sport.

TROP DE 3-5-2 TUE LE 3-5-2

Pour bien comprendre l'ampleur du phénomène, il suffit de jeter un œil aux compositions d'équipe. Cette saison 2025-2026, en moyenne, 70 % des équipes de Serie A (et près de 90 % en Serie B) utilisent comme schéma par défaut le 3-5-2, symbole d'un manque d'intensité.

Pourtant, à première vue, le 3-5-2 est loin d'être une mauvaise idée. C'est un système qui permet « d'attaquer à cinq et de défendre à cinq », comme l'expliquait Gian Piero Gasperini. Il favorise la verticalité et



une meilleure gestion des transitions défense-attaque / attaque-défense dans un football plus rythmé.

L'Inter de Simone Inzaghi en est un parfait exemple : une équipe à la fois disciplinée défensivement et tranchante offensivement, comme en témoignent son Scudetto en 2024 et ses deux finales de Ligue des champions en trois ans.

Le plus inquiétant est de constater que ce schéma est mis en place dès les équipes de jeunes. Comment espérer voir émerger des joueurs créatifs — ce qui manque aujourd'hui au football italien — si leur expression est bridée dès la formation ?

UN PROBLÈME DE FORMATION

Depuis plusieurs années, l'heure n'est plus vraiment à la réflexion en Italie. Traduction : on copie. « C'est un dispositif mis en place avant tout pour assurer la solidité défensive. En Serie A, le plus important reste d'être solide », constate un directeur sportif italien.

Si certaines équipes ont su faire évoluer les idées — le Napoli de Sarri puis de Spalletti, l'Atalanta de Gasperini ou encore le Sassuolo de De Zerbi — la priorité reste souvent défensive, à l'image notamment du Milan de Massimiliano Allegri.

Gian Piero Gasperini, adepte de la défen-

se à trois « pour ses vertus offensives, permettant de créer le surnombre avec le ballon », estime que le problème vient surtout de son application :

« On bride nos jeunes joueurs, on les empêche de s'exprimer, de faire parler leur talent. C'est un problème de fond qui vient aussi des centres de formation et de la manière dont les effectifs sont construits. »

La surutilisation du 3-5-2 symbolise ainsi un football italien devenu frileux, davantage tourné vers la sécurité que vers la créativité.

SYMBOLE D'UN FOOTBALL TROP PRUDENT

Même si ce système est devenu l'étendard d'un football italien en manque d'inspiration, certains exemples montrent qu'il n'est pas condamné. Des équipes comme l'Atalanta ou des entraîneurs comme Daniele De Rossi prouvent qu'il est possible de jouer en 3-5-2 ou 3-4-1-2 tout en proposant un football offensif.

« Le dispositif ne doit pas enfermer une équipe dans ses idées, mais être une solution. Jouer à trois ou à quatre derrière n'est pas le plus important. Ce qui compte, ce sont les intentions de jeu », expliquait De Rossi.

Mais ces profils restent minoritaires. De

nombreux entraîneurs en vogue — Vincenzo Italiano, Roberto De Zerbi, Raffaele Palladino ou Francesco Farioli — ne dirigent pas encore les plus grands clubs italiens, ni la Nazionale.

Pendant ce temps, l'élite européenne privilégie souvent des défenses à quatre et des joueurs de couloir percutants. Le 3-5-2 peut alors apparaître comme un compromis, voire un cache-misère, face au manque d'ailiers de haut niveau.

●SERIE A L'INTER FONCE VERS LE TITRE



À moins d'un improbable retournement de situation, l'Inter Milan file tout droit vers son 21^e sacre en Serie A. Les Nerazzurri ont provisoirement porté leur avance en tête du championnat à douze points. Deuxième la saison passée derrière le Naples de Conte, l'Inter semble bien décidée à reprendre son bien, conquis il y a deux ans. Face à Cagliari, les Milanais ont fait la différence en seconde période, s'imposant avec autorité.

Il a fallu attendre le retour des vestiaires pour voir les hommes de Chivu accélérer. Après une première mi-temps poussive, les Milanais ont haussé le ton : Federico Dimarco a parfaitement trouvé Marcus Thuram pour l'ouverture du score (52^e), avant que Nicolò Barella ne double la mise quatre minutes plus tard (56^e) face à son club formateur.

À cinq journées de la fin, l'Inter compte désormais douze points d'avance sur son dauphin, Naples, et se rapproche un peu plus d'un nouveau Scudetto. De son côté, Cagliari devra encore batailler pour assurer son maintien.

●CHELSEA

COLE PALMER FERME LA PORTE À UN DÉPART



Cole Palmer a choisi la parole pour éteindre les rumeurs. Dans un long entretien accordé à The Guardian, l'ailier anglais, auteur de 10 buts toutes compétitions confondues depuis le début de saison, a assuré se sentir pleinement investi dans le projet londonien et n'a laissé aucune place au doute : « Je n'ai pas l'intention de quitter Chelsea. » Interrogé sur un possible départ et sur un supposé mal du pays,

l'attaquant de Chelsea a balayé les spéculations avec fermeté. « Tout le monde ne fait que parler. Quand je vois ça, ça me fait rire », a-t-il confié. Évoqué du côté de Manchester United, le joueur formé à Manchester City reconnaît ses attaches familiales dans le nord-ouest de l'Angleterre, sans nourrir la moindre nostalgie. « Manchester, c'est chez moi. Toute ma famille est là-bas, mais ça ne me manque pas. » Il reconnaît essayer de retourner là-bas au moins tous les trois mois, mais selon lui : « Quand j'y retourne, je me dis qu'il n'y a rien pour moi là-bas de toute façon. » L'international anglais estime que Chelsea, actuellement 6^e au classement de la Premier League, est sur la bonne voie et rappelle les enjeux de cette fin de saison : « Nous avons encore beaucoup à jouer, avec la demi-finale de FA Cup et la course à la Ligue des champions. »

●FC NANTES

COACH VAHID CRITIQUE SON PRÉSIDENT



Le FC Nantes se rapproche de la Ligue 2, dispute un match de la dernière chance contre Brest ce dimanche (17h15), et Vahid Halilhodžić a commenté la gestion à distance des Canaris. En conférence de presse,

l'ancien attaquant a critiqué son président Waldemar Kita, sans le citer. « Je sais parfaitement bien ce qu'il faut faire. Mais c'est trop tôt, a d'abord glissé l'ancien sélectionneur du Maroc, sur le banc du FC Nantes jusqu'à l'été 2019. Si j'entre dans les détails... La dernière fois que j'ai quitté Nantes, c'était à cause de ça. » Avant de poursuivre : « Pour conduire un club d'un tel niveau, il faut avoir des gens aux bonnes places et compétents. Pour diriger un club sportivement et financièrement, il faut être compétent, il faut être là. » Dans ce marasme, les féminines et les jeunes sont au top.

●BAYERN MUNICH L'UEFA OUVRE UNE PROCÉDURE DISCIPLINAIRE

L'UEFA a ouvert une procédure disciplinaire à l'encontre du Bayern Munich à la suite de la rencontre face

au Real Madrid en Ligue des Champions (4-3). Plusieurs "chefs d'accusation" sont évoqués par l'instance européenne, dont des débordements de supporters, des objets lancés et l'affichage de messages jugés inappropriés selon Sky Sport Germany. Cette enquête intervient dans un contexte déjà sensible autour de la gestion des tribunes bavaroises.

L'attention s'est notamment portée sur les scènes de célébration après le but victorieux de Michael Olise dans le temps additionnel (90+4), lorsque plusieurs supporters ont débordé dans la zone des photographes placés en bord de terrain. D'après les éléments relayés en Allemagne, deux journalistes auraient été légèrement blessés dans la confusion. L'UEFA, de son côté, examine également d'autres incidents survenus dans la rencontre, déjà marquée par des sanctions antérieures liées à l'usage de pyrotechnie en tribune. Affaire à suivre...

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Le CRB éliminé

Le Chabab quitte la compétition avec les honneurs, eu égard des efforts consentis face au favori de l'épreuve.

Le CR Belouizdad, l'un des deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), a été éliminé en dépit du nul décroché face aux Egyptiens du Zamalek (0-0), avant-hier au stade international du Caire, pour le compte des demi-finales (retour).

Battu à domicile lors de la première manche, disputée au stade Nelson-Mandela de Baraki (0-1), le Chabab quitte la compétition avec les honneurs, eu égard des efforts consentis lors de ce match retour face au favori de l'épreuve.

Après une première période relativement équilibrée, les Rouge et Blanc sont revenus après la pause avec des intentions offensives, jetant toutes leurs forces en attaque dans l'objectif de refaire leur retard,



mais leurs tentatives ont manqué de précision, au grand bonheur de la défense zamalkaouie.

De leur côté, les coéquipiers de l'unique buteur à l'aller, le Brésilien Juan Alvina Bezerra, se

sont également procurés quelques occasions, mais le portier du CRB Farid Chaâl a bien veillé au grain.

A défaut de marquer un but devant leur large public, le

Zamalek ont préservé le match nul, synonyme d'une qualification pour la grande finale, jusqu'au sifflet final de l'arbitre soudanais Mahmoud Ali Mahmoud Ismaïl.

Le Zamalek, dirigé sur le banc par le technicien égyptien Moatamad Djamel, compte deux trophées en Coupe de la Confédération, dont le dernier avait été remporté en 2024 aux dépens du club marocain du RS Berkane (aller : 1-2, retour : 1-0, après prolongation).

Dans l'autre demi-finale, l'USM Alger, vainqueur du titre en 2023, sera en appel aujourd'hui pour défier l'Olympique Safi (20h00), après un match aller soldé par un score vierge (0-0), au stade olympique du 5-Juillet. La finale aller se jouera le samedi 9 mai prochain, alors que la seconde manche est fixée au samedi 16 mai.

UNION SAINT-GILLOISE

Intérêt anglais pour Zorgane

Le dossier Adem Zorgane commence à s'animer en vue du prochain mercato estival, avec un intérêt concret venu d'Angleterre. Le milieu de terrain de l'Union Saint-Gilloise est suivi de près après une saison solide, marquée par une régularité qui confirme son importance dans l'entrejeu. Selon les informations du journaliste Ekrem Konur, des formations comme Ipswich Town, Southampton FC et Middlesbrough FC suivent de très près le joueur de 26 ans. Ces clubs, engagés dans la lutte pour la montée en Premier League, ont intensifié leur surveillance ces dernières semaines, multipliant les observations en direct.

Sur le terrain, Zorgane séduit par son profil complet. Véritable métronome du milieu, il brille par sa capacité à gérer les transitions et à maintenir un haut



niveau d'intensité. Sa précision de passe, souvent supérieure à 85 %, ainsi que son intelligence de jeu font de lui un élément clé

du système de l'Union SG, actuellement en course pour le titre en Pro League belge.

Au-delà de ses qualités tech-

niques, c'est aussi son volume de jeu et son impact physique qui impressionnent les recruteurs. Capable de couvrir beaucoup de terrain, agressif dans les duels et lucide sous pression, il présente un profil parfaitement compatible avec les exigences du football anglais.

Consciente de la valeur de son joueur, la direction de l'Union SG ne ferme pas la porte à un départ, mais uniquement en cas d'offre conséquente. Recruté pour un peu plus de 4 millions d'euros, Zorgane pourrait aujourd'hui être cédé pour un montant estimé entre 20 et 25 millions d'euros.

Dans ce contexte, le club belge anticipe déjà en explorant plusieurs pistes pour lui trouver un successeur. Le dossier Zorgane devrait animer les prochaines semaines du mercato.

BENNACER RECALÉ PAR ZAGREB

Retour forcé à Milan

L'avenir d'Ismaël Bennacer continue de s'écrire en pointillés. Prêté cette saison au Dinamo Zagreb, le milieu de terrain algérien va faire son retour à l'AC Milan cet été, le club croate ayant décidé de ne pas lever son option d'achat.

Une décision logique au vu d'une saison compliquée. Freiné par des blessures à répétition, Bennacer n'a jamais réussi à enchaîner les rencontres ni à retrouver son meilleur niveau. Utilisé avec parcimonie, il n'a pas totalement convaincu les dirigeants du club croate, qui ont finalement renoncé à le conserver définitivement.

De retour en Lombardie, son avenir reste toutefois très incertain.

Sous contrat avec les Rossoneri jusqu'en 2027, l'international algérien ne fait plus partie des joueurs intouchables. Dans un contexte de restructuration et d'optimisation salariale, l'AC Milan n'exclut pas un départ cet été.

Sportivement, la situation est tout aussi délicate. Longtemps considéré comme un élément majeur du milieu milanais, Bennacer a vu son rôle diminuer au fil de ses blessures. Son retour pourrait néanmoins lui offrir une opportunité de relance, à condition de retrouver une condition physique optimale et de regagner la confiance du staff technique.

À l'approche de la Coupe du monde 2026, l'enjeu est important pour le joueur. Il devra impérativement retrouver du rythme et de la régularité pour espérer conserver une place de premier plan en sélection.

Entre relance et nouveau départ, Ismaël Bennacer aborde un été décisif, qui pourrait redéfinir la suite de sa carrière.

ILAN KEBBAL AFFOLE L'EUROPE

Le Paris FC assailli de prétendants

À l'approche du mercato estival, le nom d'Ilan Kebbal revient avec insistance sur les tablettes de nombreux clubs européens. Auteur d'une saison aboutie avec le Paris FC, l'international algérien suscite un intérêt croissant, aussi bien en Ligue 1 qu'en Premier League.

À 27 ans, Kebbal est au centre des discussions. Ses statistiques cette saison — 8 buts et 4 passes décisives en 24 matchs — témoignent de son influence dans le jeu parisien, malgré une période plus délicate récemment liée à une baisse de temps de jeu.

En France, trois clubs suivent de près son profil : l'Olympique Lyonnais, l'AS Monaco et le Stade Rennais. Ces formations ambitieuses et tournées vers les compétitions européennes voient en Kebbal un renfort capable d'apporter de la créativité dans le dernier tiers.

Mais la concurrence s'annonce rude. En Angleterre, plusieurs clubs de Premier League ont également coché son nom. Brentford FC, Fulham FC, Everton FC et Crystal Palace apprécient son profil technique et sa capacité à faire la différence.

Sous contrat jusqu'en 2028, Kebbal ne sera pas bradé. Le Paris FC aurait fixé son prix entre 10 et 12 millions d'euros, un montant accessible pour ces clubs au vu du marché actuel. De son côté, le joueur ne fermerait pas la porte à un départ, surtout s'il lui permet de franchir un nouveau palier.

Reste désormais à savoir quel projet saura le convaincre. Entre stabilité en France et défi de la Premier League, le choix de Kebbal pourrait bien marquer un tournant décisif dans sa carrière.

LIGUE 2

L'US Biskra reprend la tête

L'US Biskra s'est emparé des rênes du Groupe Centre-Est de la Ligue 2 vendredi après-midi, suite à sa courte mais précieuse victoire chez le MSP Batna (1-0), dans le cadre de la 27e journée, ayant vu l'ex-leader, le CA Batna s'incliner chez le NRB Béni Oulbane (2-1), glissant ainsi à la deuxième place du classement général, avec une longueur de retard sur l'USB.

Outre les « Zibans », deux autres clubs ont réussi à s'imposer hors de leurs bases ce vendredi, à savoir : le MO Bejaïa qui est allé l'emporter (1-0) chez la JS Bordj Mennaïel, et le CR Béni Thour, qui s'était imposé (3-2) chez l'actuelle lanterne-rouge, le

HB Chelghoum Laïd.

Autre bonne affaire réalisée lors de cette 27e journée, celle de l'US Chaouia, qui a pleinement profité de l'avantage du terrain pour remporter une large victoire (3-0) face au mal-classé IB Khemis El Khechna, consolidant par la même occasion sa troisième place au classement général, avec désormais 53 unités, à égalité de points avec le MO Béjaïa.

A l'inverse, l'USM Annaba a raté une excellente occasion de rester au contact du peloton de tête, et espérer jouer ainsi au moins les play-offs pour l'accession en Ligue 1 Mobilis, après s'être contentée d'un nul à domi-

cile (1-1) face au MO Constantine. Idem pour la JSD Jijel qui s'est contentée d'un nul en déplacement face au mal-classé AS Khroub (1-1). Enfin, dans le duel de milieu de tableau, entre le NC Magra et le NRB Teleghma, la victoire est revenue au club hôte, l'ayant difficilement emporté (1-0), consolidant ainsi sa septième place avec un 39e point. Les péripéties de cette 27e journée de Ligue 2 amateur se poursuivront samedi, avec le déroulement des matchs du Groupe Centre-Ouest, et avec en tête d'affiche plusieurs duels à distance entre l'USM El Harrach, l'ASM Oran et le RC Kouba pour une qualification aux play-offs.

L'USMH et l'ASMO qui se partagent la 2e place, seront sous pression. Les Oranais accueilleront le MC Saïda, tandis que les Harrachis effectueront un déplacement délicat chez la JS Tixeraine, qui lutte pour son maintien dans un match à huis clos.

De son côté, le RC Kouba (49 pts), en embuscade, tentera de réduire l'écart lors de son déplacement chez la JSM Tiaret, alors que le CR Témouchent (47 pts) aura un test compliqué face au NA Hussein Dey. Enfin, et déjà promu, le leader JS El-Biar sera en déplacement chez l'ESM Koléa (36 pts), une équipe coincée dans le ventre mou du classement.

Mots Croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											

Horizontalement

1- Chaleureux. 2- Sombre - Dû à un blanc manteau. 3- Vin aigre - Terme de photo. 4- Des siècles - Panier à primeurs. 5- Déesse de la vengeance - Noeud. 6- Révolution - Cause un jaunissement. 7- Conjonction - Toujours bonne à dire. 8- Boîtes à voix - Issu - Cube. 9- Possessif - Artère - Tendue par politesse. 10- Il porte des pièces héraldiques - Petit à l'Opéra.

Verticalement

1- Esprit inventif. 2- Ivre - Peur de star. 3- Grand écran. 4- Unité de travail - Celui du décors réservé des surprises. 5- Récents - Dieu - Gaulois. 6- Vider la pièce - Points opposés. 7- Grêle en partie. 8- Paresseux - En outre. 9- Héros de notre enfance - Pour un prince. 10- Tout va bien - Avant nous - Fait avancer le cheval. 11- Douleur intermittente.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Parlementaire
Parlemontaire
Parlementaire
Parlementère

Gigontesque
Giganttesque
Gigantésque
Gigantesque

Primoté
Primauté
Primauté
Primauté

Jangler
Jonguler
Gongler
Jongler

Les mots fléchés

CHOSSES À NETTOYER VÉGÉTAL FLUVIATILE	CONDENSÉ DE FRUIT LAVES	ONÉREUX NOM D'EMPRUNT	LA PEINTURE EN EST UN MESSAGER DE DIEU	HAREM	PREMIÈRE PERSONNE ONCLE SAM (INVERSE)	CAMPUS À BAB-EZZOUAR
ÉPROUVERA UN PARADIS TERRESTRE (INITIALES)	DÉSERT DE SABLE QUELQU'UN	DIMINUTIF D'ÉLOIGNER LAPERA	COUPA LA BARBE LARGEUR D'ÉTOFFE	OISEAU COUREUR HUMOUR AMER	PETITS TOITS	
DE MÊME NI BRUN NI ROUX			ÔTÉ MORTELS		RAYONS INVISIBLES DIFFUSÉS SUR LES ONDES	
SYMBOLE DU LITHIUM OISEAUX VOLEURS	MOT DE SOULAGEMENT HABILE	PETITS CARNETS ÉCLAT RIRE	ARTICLE MASCULIN	LIEU DE BAINNADE CREUX DES MAINS		
AMATEUR D'ART MÉTAL PRÉCIEUX	S'ESCLAF-FERA TAQUINÉE		POINT CARDINAL RAPACES DIURNES	IL PÉTILLE EN ITALIE ENTENDUES		
E GREC EN USAGE		PORTES-PHOTOS COUPE LA CIME			PAS UN PROFESSIONNEL	
COUVERTES DE FLOCONS	PALPA JEU FOLÂTRES		RÉSIDU DE COMBUSTION PAS SOI	MOT DE PASSE CONVENABLE	CRIE COMME UN CHIEN	ÉLOIGNE
PLANTES APAISERA					BATEAU À FOND PLAT EN BOURGOGNE	
ARTICLE DE GOLF PAS NEUF		PREMIÈRES PAGES		LE VANNIER LE TRESSE BERNÉ	I GREG POLISSON	
		PLACÉS			POSSÉDA	
					APRÈS DO	

BIFFE-TOUT

EN 7 LETTRES :

Une mousseline de coton très légère.

ACTINIUM	ENFÛTAGE	PRAXIE
ALTO	EXORCISME	PROCOLE
AMPHITRITE	FUMAISON	RADIUM
ANAGRAMME	GERME	ROMAIN
ANONYME	GOURDIN	SÉRÉNADE
ANTIPODE	HADJAR	SIAMOISE
BAGATELLE	HOMICIDE	SINAÏ
BOOM	IDIOTIE	SKIPPER
BORÉALE	INSULINE	TALON
CHAT	JARDIN	TANDEM
CIGOGNE	LETRINE	TENDANCE
CITOYEN	LEVAIN	TOUCAN
CONCERTO	MÉTRO	URNE
CORBEILLE	NÉPHRITE	VANILLE
CORTEX	NOCES	VAUDOU
CYCLAMEN	OCTAÈDRE	VERROU
DÉSERT	PALOURDE	VIPÈRE
DINAR	PÉLICAN	WAGONNET
DINDON	PIC-VERT	ZIBELINE
EL-OUED	PITTORESQUE	

T	R	E	S	E	D	I	C	I	M	O	H	E	C	N	A	D	N	E	T
V	B	A	G	A	T	E	L	L	E	E	L	L	I	E	B	R	O	C	A
A	A	W	O	T	T	V	X	R	N	S	M	R	T	T	G	O	S	F	M
N	N	G	A	A	A	E	I	E	E	E	O	O	O	O	I	O	U	P	
I	A	T	H	G	T	N	P	P	T	R	U	R	U	M	A	I	N	M	H
L	G	C	R	R	O	H	D	R	E	C	D	R	E	M	A	E	D	A	I
L	R	P	O	E	R	N	O	E	A	R	D	E	O	N	Y	I	N	I	T
E	A	C	R	I	V	D	N	N	M	I	E	I	A	O	A	O	N	S	R
A	M	T	T	A	I	C	L	E	N	A	S	R	T	T	N	D	S	O	I
N	M	E	A	N	X	E	I	M	T	E	R	I	A	Y	C	E	E	N	T
T	E	C	A	L	V	I	U	P	O	E	C	E	M	D	C	O	I	E	E
I	E	R	Y	A	O	I	E	T	B	P	N	E	P	O	I	D	N	N	E
P	N	D	I	C	N	N	R	U	E	O	N	I	N	P	R	U	U	I	N
O	F	N	E	I	L	E	I	L	O	G	R	E	L	A	I	O	M	L	I
D	U	N	T	U	C	A	I	A	O	D	W	E	J	E	R	K	A	U	R
E	T	C	O	N	O	C	M	G	N	T	U	D	A	R	B	L	S	S	T
M	A	E	O	D	A	L	I	E	O	I	A	A	E	L	T	I	O	N	T
R	G	C	N	N	N	C	E	N	N	H	S	V	V	O	E	I	Z	I	E
E	E	X	O	R	C	I	S	M	E	E	L	O	C	O	T	O	R	P	L
G	P	A	L	O	U	R	D	E	P	I	T	T	O	R	E	S	Q	U	E

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALLEMENT
PORE - ECHARPES - MURMURE - SAXO - SIGNALERA - SEP - CIEL - A - BUS - R - KIR - IN - MUNIRA - LANGAGES - FAN - DE - INTERIM - GO - BLETS - FACES - SPA - SETS - IRA - RUT - RETENU - C - CEDER - SOUTENU - VETIR - P - ELIT - TELAVIV - EN - GI - NA - AMERTUME - CUIILLEREE - URE - ERIE - TANNAIT - ASES - CULDESAC

VERTICALEMENT
DOMICILE - PREVENUES - RUGIRA - BAUDLAIRE - TERNE - NIL - TETA - LIS - MALIGNES - RIVALE - SEUL - NATTER - RIME - CREA - GESTES - VERTU - CHER - MER - STOP - REAL - ABUSIF - EU - ETEND - RS - UN - MAINTENU - NE - PASSIF - CRUEL - MUAS - VEXE - RAGEA - NIGERIA - SOPRANOS - CUTI - ETC.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALLEMENT
1- JACASSEMENT. 2- OLIVE - SALAI. 3- SELECT - SOIN. 4- ES - OASIS. 5- PEUTETRE - SA. 6- HUTINET - CAS. 7- IRES - MITONS. 8- SOUCI. 9- MOUCHETURES. 10- ESSEULEE - SE.

VERTICALEMENT
1- JOSEPHISME. 2- ALESEUR - OS. 3- CILK - UTERUS. 4- AVERTIS - CE. 5- SEC - EN - CHU. 6- TOTEM - EL. 7- ES - ARTISTE. 8- MASSE - TOUE. 9- ELOI - COUR. 10- NAISSANCES. 11- TIN - ASSISE.

4x4 Quadruple - Jugeote Klaxonner - Balance

BIFFE-TOUT : CRÈMES



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10

BOOBA TACLE MBAPPÉ

Après l'élimination du Real Madrid face au Bayern Munich en quart de finale de la Ligue des champions, Booba a de nouveau ciblé Kylian Mbappé sur les réseaux sociaux. Dans une vidéo, le rappeur multiplie les provocations, lançant notamment «Mbappé ne sera jamais champion» et «Mbappé la malédiction», tout en s'en prenant aussi à ses parents. Ce nouvel épisode s'ajoute à une série de tacles depuis l'arrivée de Mbappé au Real en 2024, incluant des critiques lors du clásico perdu 4-0 contre le Barça, des polémiques financières avec le PSG et des piques liées au clash avec Orelsan autour du club de Caen. Sur les réseaux, les réactions sont partagées entre soutien à Mbappé et amusement face aux provocations de Booba. Les publications ont accumulé plus d'un million de vues.

9/10 PRÉSENCE REMARQUÉE DE SOOLKING

Le chanteur algérien Soolking a été invité d'honneur dans le désert algérien pour célébrer le 10e anniversaire du luxueux hôtel La Gazelle d'Or. Avec une apparition élégante, l'artiste international est revenu dans son pays d'origine pour marquer cet événement touristique prestigieux, symbolisant son attachement à ses racines et la valorisation du patrimoine local. Avec plus de 173k vues, les internautes saluent sa présence dans l'évènement.



8/10 DÉRAPAGE VIRAL

Un jeune Algérien, interrogé lors d'un micro-trottoir dans un marché de bétail sur les prix des moutons de l'Aïd, a déclenché une polémique après une déclaration jugée controversée : «Il n'y a pas de démunis (en Algérie, ndlr). Tout le monde est fortuné et leurs filles ont des téléphones à 10 millions de centimes». Ces propos ont provoqué de nombreuses réactions négatives en ligne. Face à la controverse, il a publié une vidéo d'excuses, affirmant qu'il n'est ni éleveur ni spécialiste du sujet, mais un simple employé ayant répondu sans réelle maîtrise, avant de devenir viral malgré lui. Les images ont été vues plus de 70k fois.



7/10

DISPARITION DE WARDA EL-WAHRANIA

La chanteuse algérienne Cheikha Warda El Wahraniya est décédée, laissant derrière elle une riche carrière entamée au début des années 1980. Figure emblématique du style des «medahates», elle a marqué la scène musicale à Oran et en Algérie par un répertoire authentique et populaire. Son œuvre reste un héritage important de la culture musicale oranaise. Avec plus de 21k vues, les internautes manifestent une grande tristesse et lui rendent un hommage unanime, tout en priant pour elle.



6/10

HOMMAGE À UN OFFICIER RUSSE



L'Ambassade d'Algérie à Moscou a rendu hommage au colonel russe retraité Ivan Litkine, acteur clé du déminage des lignes Morice et Challe durant la guerre d'indépendance, à l'occasion de son 100e anniversaire. L'Algérie a salué son rôle et celui des soldats russes dans la dépollution des frontières, rappelant la violence coloniale et la résistance du peuple algérien. Avec plus de 5k vues, l'hommage a été apprécié en ligne, ravivant la mémoire historique et les liens algéro-russes.

5/10

FIOFA : DJERIOU DÉMISSIONNE

L'acteur Abdelkader Djeriou a annoncé sa démission de son poste de commissaire du Festival international du film arabe d'Oran (FIOFA) après deux éditions consécutives. Il précise avoir mis fin à sa mission à la tête de cet événement culturel majeur, pour se concentrer sur sa carrière en tant qu'artiste. Avec près de 2k réactions, la décision a été comprise mais regrettée, certains saluent son choix artistique tandis que d'autres craignent un impact sur la stabilité du festival.



4/10

HOMMAGE À HOUARI BOUDOU

Une publication rendant hommage à l'acteur et humoriste Houari Boudou (de son vrai nom Mohamed Djedid), huit ans après son décès, a suscité plus de 1 500 réactions, témoignant de la nostalgie et de l'émotion des internautes qui continuent de saluer son talent et son héritage comique.

3/10

LA BLAGUE RATÉE DE L'AMBASSADE D'AUTRICHE



L'Ambassade d'Autriche en Algérie a suscité une vive polémique après une publication Facebook jugée maladroite. En évoquant le déplacement d'un nid d'abeilles découvert dans son jardin, elle a tenté une touche d'humour en suggérant que les insectes s'étaient installés «sans doute pour demander l'asile». Cette phrase a rapidement provoqué une vague de critiques, certains internautes dénonçant une blague déplacée, voire provocatrice, et peu compatible avec le rôle diplomatique. Face à l'ampleur des réactions, la représentation a modifié son message en supprimant le passage controversé, puis a présenté des excuses, affirmant n'avoir jamais voulu blesser. Elle a également précisé que les abeilles avaient été transférées en toute sécurité par un apiculteur. L'incident illustre la sensibilité du langage en diplomatie, où une simple phrase peut entraîner de fortes réactions. Les publications ont accumulé environ 700 émojis.

2/10

AIDA REYAD À LA CASBAH D'ALGER



L'actrice égyptienne, Aida Reyad, a partagé un moment marquant depuis la Casbah d'Alger, qu'elle décrit comme un lieu chargé d'histoire et de beauté. Elle a salué l'architecture unique du quartier ainsi que l'élégance des tenues traditionnelles algériennes, notamment le karakou et le caftan. À travers son message, elle a exprimé son admiration pour le patrimoine et l'identité culturelle de l'Algérie. Avec plus de 170 réactions, les internautes manifestent fierté et gratitude, saluant ce bel hommage à l'Algérie.

1/10

UNE COMÉDIE ALGÉRIENNE DANS LES SALLES FRANÇAISES

Le film algérien «Première Ligne» (titre original «Front Row») de Merzak Allouache sort dans les salles de cinéma françaises le 22 avril, avec quelques projections à Paris, Marseille, Clermont-Ferrand et Orléans. Cette comédie dramatique suit la famille Bouderbala en vacances à la plage, où une simple installation en «première ligne» déclenche conflits de voisinage, secrets familiaux et situations burlesques. Déjà bien accueilli en Algérie à l'été 2025, le film est porté par un casting 100 % algérien et mêle humour et critique sociale sur les relations humaines et les tensions du quotidien. Avec des dizaines de réactions en ligne, l'œuvre suscite curiosité et enthousiasme, malgré des séances jugées trop limitées en France.

RECHERCHE ET SAUVETAGE EN MILIEU URBAIN

LA PROTECTION CIVILE AUX NORMES INTERNATIONALES

L'équipe de recherche et de sauvetage en milieu urbain de la Protection civile algérienne a été officiellement reclassifiée, conformément aux normes internationales du Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage Insarag, relevant des Nations unies, a indiqué, hier, un communiqué de la Protection civile.

«**D**ans un nouvel exploit venant enrichir le palmarès de la Protection civile algérienne dans les domaines de l'action humanitaire et de la réponse aux catastrophes, l'équipe algérienne de recherche et de sauvetage en milieu urbain a été officiellement reclassifiée, conformément au certificat de reconnaissance et de conformité internationale délivré par l'Insarag, organisme consultatif relevant des Nations unies, spécialisé dans la coordination des efforts de recherche et de sauvetage à travers le monde», précise la même source.

Cette consécration internationale intervient «à l'issue d'un parcours professionnel remarquable», estime la Protection civile qui rappelle avoir «déjà obtenu une première certification en 2017, confirmant aujourd'hui, à travers cette reclassification, sa capacité à maintenir les normes aux standards internationaux les plus élevés et à renforcer en permanence sa préparation opérationnelle». «L'équipe algérienne de recherche et de sauvetage en milieu urbain Husar a fait l'objet d'une évaluation opérationnelle rigoureuse et exhaustive, menée par des experts internationaux accrédités issus de 12 pays, conformément aux normes strictes établies par l'Insarag des Nations unies», explique-t-on. «Cette évaluation a porté sur l'ensemble des volets opérationnels et organisationnels, notamment le commandement et la gestion, les



opérations de recherche et de sauvetage, le soutien médical ainsi que la logistique, à l'issue de l'exercice final organisé en Algérie du 14 au 17 avril 2026». Composée de 86 éléments issus de différents grades et spécialités, l'équipe algérienne regroupe notamment l'équipe management, des équipes cynotechniques, des spécialistes du sauvetage-déblaiement, des ingénieurs en évaluation des structures, des experts en prévention ainsi que des spécialistes des risques chimiques. L'ensemble de ces personnels «a bénéficié d'un programme de formation intensive, théorique et pratique,

s'étalant sur plus de deux années, en Algérie et à l'étranger, sous l'encadrement d'experts nationaux et internationaux», affirme la Protection civile.

UN ABOUTISSEMENT D'EFFORTS SOUTENUS

«Au cours des différentes phases d'évaluation, l'équipe a démontré un haut niveau de professionnalisme, de discipline et de disponibilité opérationnelle, lui permettant de satisfaire à l'ensemble des critères requis et d'être classée parmi les équipes lourdes au niveau international, faisant

désormais partie d'un cercle restreint d'environ 60 équipes certifiées à l'échelle mondiale. Cette classification prestigieuse atteste de sa capacité à intervenir de manière autonome pendant une durée pouvant atteindre 10 jours en zone sinistrée, avec ses propres moyens», ajoute le communiqué. «Cet accomplissement constitue l'aboutissement d'efforts soutenus et d'un travail méthodique mené par la Protection civile algérienne. Il reflète également la place de choix qu'elle occupe désormais sur la scène internationale, grâce à sa participation active à de nombreuses opérations de secours dans plusieurs pays touchés par des catastrophes naturelles». «Cette reconnaissance internationale confirme que l'Algérie, à travers son organisme de la Protection civile, s'impose aujourd'hui comme un acteur majeur du dispositif international de réponse aux catastrophes, ainsi qu'une force de proposition et de solidarité dans l'action humanitaire multilatérale», poursuit le communiqué. La Protection civile indique, enfin, que «si cette reclassification représente une étape déterminante dans le parcours d'excellence et de professionnalisation, elle constitue également un motif pour poursuivre le développement des capacités et renforcer davantage la préparation opérationnelle, dans le cadre du soutien constant des pouvoirs publics à ce corps stratégique, au service des nobles valeurs humaines universelles».

R. N/AP3

MEILLEUR REPORTAGE SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

La Radio algérienne remporte le prix africain

La Radio algérienne a remporté le prix du meilleur reportage radio sur le thème de l'intelligence artificielle (IA) lors du concours «Media Awards 2026», organisé par l'Union africaine de radiodiffusion (UAR), en marge de son Assemblée générale, qui s'est tenue vendredi soir à Banjul, capitale de la Gambie. Ce prix a été décerné pour le reportage radiophonique intitulé : «Quand l'intelligence artificielle insuffle une nouvelle vie au patrimoine africain», qui aborde, de manière professionnelle novatrice, le rôle des nouvelles techniques dans la préservation, la valorisation et la revitalisation du patrimoine culturel africain en utilisant les supports numériques contemporains. Ce reportage, réalisé par le journaliste Abderrezak Dendani de Radio Bordj Bou Arréridj, «témoigne clairement du haut niveau des compétences médiatiques de la Radio algérienne et de sa capacité à s'adapter aux avancées technologiques et à traiter les questions d'ac-



tualité avec une vision médiatique renouvelée». Ce prix témoigne également de la présence remarquable de la Radio algérienne sur la scène médiatique africaine et souligne son engagement constant à développer des contenus médiatiques et à utiliser les technologies modernes pour diffuser un message médiatique de qualité qui contribue au renforcement de l'identité culturelle africaine et à la préservation de son patri-

moine civilisationnel. Le concours de l'UAR est l'un des événements médiatiques les plus importants du continent, attirant chaque année des productions radiophoniques exceptionnelles de différents pays africains, dans le but de promouvoir la performance médiatique et de renforcer l'échange d'expertises et d'expériences entre les instances radiophoniques.

PÉNÉTRANTE AUTOROUTIÈRE DJEN DJEN-EL EULMA

Réunion de coordination sur l'avancement du projet

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, hier, une réunion de coordination consacrée au suivi de l'avancement du projet de la pénétrente autoroutière Djen Djen-El Eulma, a indiqué un communiqué du ministère. La réunion s'est tenue au siège du ministère en présence des cadres centraux, du directeur général de l'Algérienne des autoroutes (ADA) et des chefs des projets ainsi que des directeurs des travaux publics des wilayas de Jijel et Sétif. Cette réunion intervient dans le cadre de la préparation de la réunion prévue au courant de cette semaine avec les bureaux d'études et les entreprises chargées de la réalisation de ce projet long de 110 km, a précisé la même source. Un exposé sur l'état d'avancement des travaux au niveau des différents traçons du projet a été présenté lors de cette rencontre qui a permis d'examiner les obstacles techniques et administratifs enregistrés et d'arrêter les mesures à même d'y remédier, précise la même source. Dans ce cadre, le ministre a ordonné de lever immédiatement ces obstacles, en coordination avec les autorités locales et les différents intervenants au projet et d'intensifier

les efforts sur le terrain afin d'accélérer la cadence des travaux et de garantir la livraison du projet dans les délais impartis, ajoute le communiqué du ministère.

METRO D'ALGER

Lancement du ticket électronique

La Société d'exploitation du métro d'Alger (SEMA) a annoncé le lancement d'une nouvelle application numérique permettant aux voyageurs d'acquiescer des tickets électroniques, et ce, dans le cadre des efforts visant à moderniser les services de transports publics et à faciliter le déplacement des usagers. Disponible via l'application «El Metro», ce service permettra aux usagers d'acheter les tickets «rapidement, facilement et en toute sécurité», sans avoir à se déplacer vers les guichets de vente, a précisé la SEMA sur ses pages sur les réseaux sociaux. En pratique, l'application permet à l'utilisateur de payer le montant des tickets ou des abonnements par carte interbancaire (CIB) ou par Edahabia, avant de télécharger le ticket électronique comprenant un code QR (QR Code) sur le smartphone. A l'entrée à la station du métro, il suffit au voyageur de scanner le code QR au lecteur installé au niveau des portillons d'accès pour en vérifier la validité, facilitant ainsi le passage. L'application est actuellement disponible dans les boutiques d'applications pour le système Android et sera «prochainement» accessible sur le système iOS, selon les explications fournies par l'entreprise.